



Comité de suivi interfonds 2014-2020

**9 juillet 2019 - Hôtel de Région
Relevé de décisions et Compte-rendu**

La liste des participants est jointe

Annexe n°1 : Liste des participants

Sujets à l'ordre du jour :

Annexe n°2 : Ordre du jour

Relevé de décision :

Pour information du comité :

I - Présentation des travaux de la future programmation (Annexe 3 et 3.1)

II - Programme Opérationnel National FSE (Annexe 4)

- Etat de la programmation- de la certification – des indicateurs – actualité de la communication
- Focus sur la révision de l'Initiative Emploi des Jeunes (IEJ)

III - FEDER – FSE (Annexe 5 et 5.1 + 5.2 – Présentation de la Commission européenne jointe)

- Présentation de l'atteinte du cadre de performance
- Proposition de révision des Programmes Opérationnels et stratégie de fin de programmation à la suite de l'examen de performance

IV - FEAMP (Annexe 6)

- Avancement de la programmation et point d'information sur la révision FEAMP

V - FEADER (Annexe 7 et 7.1)

- Présentation de l'atteinte du cadre de performance
- Information sur la révision de l'Indemnité Compensatoire des Handicaps Naturels
- Focus sur la démarche LEADER

Compte rendu in extenso de la séance

Annexé au présent relevé de décision

COMPTE RENDU IN EXTENSO DE LA SEANCE

TABLE DES MATIERES

I – Allocutions d’ouverture.....	4
II – Présentation des travaux de la future programmation.....	15
Intervention de Mme Elvira BAKKER pour la Commission européenne	15
Intervention de Mme Gaëtane MEDDENS et de M. Michel WOLF pour la Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion et la Direction générale de la politique régionale et urbaine (Annexe 3.1)	17
Intervention SGAR	28
Intervention de M. Philippe CICHOWALZ pour le Commissariat général à l’égalité des territoires.....	29
Intervention de M. Antoine SAINT-DENIS pour la Direction générale emploi et formation professionnelle.....	35
Intervention de Mme Raphaële DE GIULI MORGHEN (Annexe 3).....	39
III – Témoignage de porteur pour FEDER FSE	41
Témoignage de Mme Éva CHAUVET, Chargée de mission EGAMIX, pour le projet EGAMIX en Provence-Alpes-Côte d’Azur porté par le FR CIDFF (Annexe 5.1).....	41
IV – Programme opérationnel national FSE (Annexe 4).....	47
Intervention de Mme Gaëtane MEDDENS, Commission européenne, Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion	47
Intervention de M. Patrick MADDALONE pour la DIRECCTE	49
Témoignage de Mme Horiya MEKRELOUF et de Mme Anne-Catherine JOSSET de l’association Sigma pour le projet « IPAQ Itinéraire Personnalisé d’Accès à la Qualification »	50
Présentation par Mme Aude LAHEYNE et M. Raymond LLORET (Annexe 4)	52
V- FEDER-FSE (Annexe 5)	57
VI – État d’avancement de la subvention globale du FEAMP.....	63

Avancement de la programmation et point d'information sur la révision FEAMP (Annexe 6).....	63
Témoignage de Mme Aurélie ARADAN, Animatrice du Groupe d'actions locales pêche aquaculture « des Îles aux Calanques » porté par le Comité des pêches maritimes (Annexe 6.1).....	65
VI – FEADER (Annexe 7)	69
Présentation de l'atteinte du cadre de performance.....	69
Information sur la révision de l'Indemnité compensatoire des handicaps naturels (mesure 13).....	70
Focus sur la démarche LEADER.....	70
Témoignage de Mme Canelle CARLES du Groupe d'actions locales Provence verte : « Gérer LEADER sur un territoire : projets, stratégie, missions » (Annexe 7.1)	71
Intervention de Mme Elvira BAKKER, Commission européenne, Direction générale de l'agriculture	75
VII – Clôture	76

La séance est ouverte à 9 heures 36 sous la présidence de M. MUSELIER.

Monsieur LE PRÉSIDENT. - Merci à chacun et chacune d'entre vous pour votre présence. Je veux saluer M. WOLF en ce qui concerne les représentants de la Commission européenne pour les programmes opérationnels de la Région 2014-2020, M. WOLF de la DG Regio ; Mme MEDDENS, de la DG Emploi ; Mme BAKKER, de la DG Agri ; M. CICHOWLAZ, que nous avons le plaisir de retrouver ici et qui est responsable de la mission des affaires européennes au Commissariat général à l'égalité des territoires ; M. Antoine SAINT-DENIS, sous-directeur Europe et international de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle. Mesdames et messieurs, bienvenue.

I – Allocutions d'ouverture

Monsieur LE PRÉSIDENT. - Ce n'est pas la première fois que nous faisons cet exercice qui est tout à fait passionnant pour une Région qui est profondément européenne. Cependant, avant de rappeler notre engagement et le travail que nous faisons ensemble, je voudrais, avant d'ouvrir formellement ce comité de suivi interfonds, rendre hommage à Belén DISDIER-RICO, disparue au mois d'avril dernier. Pendant de nombreuses années, Mme DISDIER-RICO a été notre référente régionale de la Commission européenne pour le FEADER. Je garde le souvenir d'une interlocutrice extrêmement compétente, exigeante, juste avec les Régions dont elle avait la charge, à commencer par la nôtre. Je vous demande de bien vouloir respecter en son honneur une minute de silence.

(Une minute de silence est observée.)

Monsieur LE PRÉSIDENT. - Madame Elvira BAKKER, Adjointe au chef de l'unité France à la Direction générale de l'agriculture de la Commission européenne, je vous souhaite la bienvenue dans notre Région. Notre agriculture en Provence-Alpes-Côte d'Azur est essentielle à tous les niveaux. Notre Région est un petit pays de cinq millions d'habitants et ses agriculteurs sont des chefs d'entreprise. Ils créent des richesses, de l'emploi, protègent notre environnement, dynamisent ce territoire magnifique. C'est un territoire riche de 20 000 exploitations qui génèrent 40 000 emplois directs. C'est un secteur qui crée près de 3 Md€ de production agricole chaque année.

Nous sommes la première région pour 12 produits, dont l'olive, la pomme, la figue, la cerise et bien sûr le riz. Nous détenons près de 30 produits labellisés au niveau français ou européen, appellations d'origine contrôlée, indications géographiques protégées, label rouge, bio, spécialités traditionnelles garanties. Nous sommes la première Région de France en termes de culture bio. Notre région cultive le bien-être et l'art de vivre et naturellement, les questions agricoles et environnementales y sont fondamentales.

Je veux saluer la présence de Mme PANTEBRE. Merci de votre présence, vous qui représentez le Préfet de Région, qui représentez l'État, M. DARTOUT, ainsi que l'ensemble des représentants de la Commission européenne et les services de l'État présents. Madame PANTEBRE, vous saluerez Monsieur le Préfet, avec qui j'ai de bonnes relations. Nous travaillons en parfaite coordination.

Depuis 2016, nous plaçons ici, à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Europe au cœur de nos priorités. Un an après l'élection de Christian ESTROSI et moi-même à la Région, nous avons trouvé une région insuffisamment connectée à l'Europe. Les fonds européens disponibles pour la région étaient insuffisamment consommés, en tout cas loin d'être entièrement consommés. Et nous étions peu ou pas assez influents à Bruxelles. Il y avait peu de culture de financement européen et la Région était simplement devenue un tiroir-caisse pour les autres collectivités. Nous avons donc décidé de faire de Bruxelles notre première destination de voyage officielle au mois de février 2016, moi-même étant député européen à l'époque. C'était moins de deux mois après notre élection et nous avons été reçus par M. JUNCKER.

À ce moment-là, nous avons posé une stratégie très claire, pilotée, d'ailleurs, par M. CICHOWLAZ, qui a aujourd'hui d'autres fonctions, mais qui coordonnait cela ici, dans nos services. Il s'agissait de déployer des moyens humains et financiers conséquents à l'échelle de la région pour obtenir des financements massifs à l'échelle de tout notre territoire, donner une culture de l'Europe à tous les niveaux en martelant un message assez clair : l'Europe sert si l'on sait s'en servir. Je le dis devant les représentants de la Commission, nous sommes devenus des interlocuteurs de confiance et merci pour la confiance que vous nous avez toujours témoignée et le suivi attentif que vous avez eu sur notre démarche.

Honnêtement, nous avons été assez surpris par les résultats, parce que nous nous étions fixés comme objectif 2 Md€ pour notre territoire d'ici 2021. Sur cet objectif, c'était

1 Md€ de fonds structurels détenus par la Région et que nous avons pris l'engagement de consommer dans la totalité, et 1 Md€ supplémentaires que nous avons pris l'engagement de décrocher à Bruxelles auprès de la Commission, au Luxembourg, auprès de la banque européenne d'investissement pour le territoire. L'objectif était de 2 Md€.

Pour arriver à remplir ces objectifs, nous avons renforcé nos équipes en charge des fonds européens à Marseille, comme à Bruxelles, autour d'une nouvelle directrice générale adjointe. Elle a totalement restructuré ses troupes, avec une priorité : les porteurs de projet eux-mêmes. Elle est derrière moi, c'est Mme Raphaële DE GIULI MORGHEN. Nous avons fait en sorte d'organiser un guichet unique des fonds européens sous le contrôle de cette direction. Nous y avons associé les forces vives des territoires pour ceux qui ont voulu y contribuer, y participer, que ce soit Aix-Marseille Université, le Département des Bouches-du-Rhône, la métropole de Toulon, le pôle de compétitivité OPTITEC.

Nous avons ainsi déjà obtenu 3,3 Md€ à deux ans de la fin de la mandature. Nous sommes donc largement dans les clous et même plus que cela. Vous avez un petit document dont je me permets de rappeler l'existence en permanence, qui est à l'entrée, que nous allons d'ailleurs vous redonner. Il vous permettra de voir comment cela a été présenté, fiche par fiche, dossier par dossier, secteur par secteur. Je tiens bien sûr à remercier toutes les équipes de la Région et la bienveillante attention de nos correspondants européens. De ce fait, nous nous sommes retrouvés parmi les meilleures régions européennes, et incontestablement, je crois – même si c'est un peu prétentieux – la meilleure région de France.

Ce comité de suivi d'aujourd'hui est l'occasion de faire un point d'étape. C'est grâce au travail de notre administration que je remercie une nouvelle fois pour son investissement et grâce à l'accompagnement de la Commission européenne et des services de l'État qui ont toujours été à nos côtés. Nous avons relevé ce défi et démontré l'utilité de l'Europe. Il est toujours bon de le rappeler à nos concitoyens. Et dans la totalité de mes discours, en permanence, je rappelle le bien-fondé de l'Europe et les conséquences positives qu'il peut y avoir sur nos territoires. Ce n'est pas toujours entendu, mais en tous les cas, c'est toujours bon de le rappeler.

Il faut donc parfaitement réussir maintenant la fin de la programmation 2014-2020. Concernant le FEDER, nous avons programmé 81 % de la maquette, soit 109 % en coût total éligible. Et puisque nous n'avons connu aucun dégageant d'office et que nous n'en

connaîtrons pas non plus en 2019, nous allons clôturer cette programmation du FEDER avec succès. Je veux vous dire que nous déployons en interne tous les efforts nécessaires pour répondre aux enjeux de cette fin de programmation. Il en va de même concernant le FSE. Nous en sommes à 59 % de taux de programmation de la maquette. Là aussi, un plan de rattrapage de notre programmation a été lancé et nous permettra d'arriver à 70 % à la fin de l'année. Le cadre de performance a été respecté et nous avons évité tout dégageement d'office d'ici la fin 2019.

Concernant le FEADER, nos efforts massifs continuent. Nous avons d'excellents résultats sur la programmation avec un taux de 74,1 %. Et même sur les paiements, malgré les défaillances dramatiques du début de la programmation et que les Régions ont contribué à résoudre, nous sommes arrivés à 54,3 %. Aujourd'hui, je veux insister sur les difficultés que nous avons rencontrées sur cette fin de programmation, mais je dirais que c'est un problème franco-français. Les mesures asséchées budgétairement et notamment les aides aux éleveurs confrontés au loup mettent en péril la maquette. Là aussi, nous serons pleinement engagés pour parfaitement clôturer cet exercice.

Ce comité doit aussi nous permettre de parler de l'avenir. Le 28 juin dernier, le Premier ministre français a rendu ses arbitrages sur l'architecture des fonds européens 2021-2027. Sur le FEDER, les Régions restent des autorités de gestion. Sur le FSE, c'est un maintien annoncé de la coexistence entre programme national et programmes régionaux, malgré notre demande de clarification, et une gestion unique par les Régions. Sur le FEADER, les Régions perdent la gestion des mesures agroenvironnementales et climatiques, MAEC, et de l'agriculture bio. Elles gardent la modernisation, l'installation des jeunes agriculteurs et la prédation.

Cette recentralisation est pour nous, Présidents de Régions, très difficile à comprendre et plus particulièrement ici, dans la Région Sud. Après tous les efforts engagés, après tous les manquements de l'État, notamment sur le FEADER, que les Régions ont dû rattraper, ce refus de déléguer aux Régions, voire cette reprise en main à marche forcée, paraissent aller contre le sens de l'histoire de la décentralisation et aussi de la volonté européenne de donner plus de moyens aux Régions. Cependant, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre encore du temps. Il a fallu un an et demi pour obtenir cet arbitrage et même s'il est insatisfaisant, même si nous allons nous battre pour le faire évoluer dans le bon sens, nous devons avancer. C'est

d'ailleurs le sens de la réunion avec le Président de Région, avec Mme la Ministre en charge des collectivités, avec les acteurs au niveau européen franco-français. Le calendrier initial prévoyait un rendu de l'architecture précise de la France pour juillet 2019, or nous n'en sommes qu'au stade des arbitrages globaux. Le reste de l'Europe n'attendra bien sûr pas la France éternellement.. En tant que Président de la Commission Europe des Régions de France, j'ai annoncé, lors du comité Etat Région du 2 juillet avec Mme la Ministre, que nous participerons bien à la totalité des travaux de préparation de la prochaine programmation 2021-2027. En parallèle, avec le Président des Régions de France, M. Hervé MORIN, nous allons tout faire pour infléchir ces arbitrages.

Par ailleurs, le défi est toujours le même : montrer aux citoyens que l'Europe sert si l'on sait s'en servir. Si nous sommes en désaccord profond avec la recentralisation, c'est que nous estimons que nous allons perdre des crédits importants pour le territoire. C'est parce que la gestion par les Régions auprès des citoyens garantit une plus grande lisibilité et une réactivité plus immédiate aux enjeux du territoire. Nous vivons sur un territoire où nous avons eu la troisième génération de la famille LE PEN, qui s'est peu à peu installée politiquement à une époque où les idées anti-européennes prennent de la dimension à coups de *fake news* et de mensonges permanents des europhobes. Et nous sommes engagés au quotidien sur le terrain pour montrer précisément l'inverse. C'est pourquoi, au fond, cette recentralisation nous semble absurde.

Nous mobilisons ainsi l'Europe sur chacune de nos politiques régionales. Cette alliance entre l'Europe et la Région Sud s'illustre par des exemples très concrets, que je me permets de rappeler. Nous avons un plan climat, une COP d'avance, par exemple. Nous avons eu 940 000 € en 2016 pour le réseau d'eau tempérée de l'Îlot Allar à Marseille, qui fournit chaleur et climatisation à partir de l'énergie de l'eau de mer dans notre ligne de plan climat. Nous avons un plan cancer régional, par exemple, avec 875 000 € en 2017 pour le plateau d'exploration cancer et vieillissement de Nice, avec de nouvelles expérimentations thérapeutiques pour les patients de la région. Nous avons bien sûr des dispositifs bio, au cœur de notre stratégie agricole. Ce sont par exemple 5 000 € en 2016 pour l'incorporation d'animaux dans une expérimentation de nouveaux dispositifs bio, etc. Il y a par exemple notre plan abeille régionale, si important pour la biodiversité, avec 1,6 M€ pour Innov'Api, pour favoriser la durabilité des exploitations apicoles. Il y a un autre exemple, dans cette Région qui est si souvent touchée par le feu et dans notre stratégie guerre du feu. Nous avons obtenu

3,5 M€ pour le programme *Fire and rescue innovation network*, pour coordonner l'action régionale de lutte contre les incendies.

Ce sont des exemples très concrets. Vous les avez dans ces documents qui sont là. Il y en a pour 3 Md€, qui s'inscrivent parfaitement dans notre logique de coopération avec l'Europe et une démultiplication de l'action régionale dans le cadre de la stratégie de la politique de la majorité. Nous l'avons compris, je crois que nous pouvons être fiers de ce qu'a fait la Région, pour chacune et chacun de nos concitoyens, depuis le début de cette programmation. C'est en poursuivant dans cette voie que nous défendrons le mieux possible l'Europe., Ce sont mes propos liminaires. Je vais bien sûr céder la parole, comme prévu, dans un premier temps, à Mme BAKKER,... . Le fait d'être au plus près des territoires est d'une part, compte tenu des moyens financiers engagés, souvent coupé par les États et d'autre part peu véhiculé par les élus.

Ici, en tous les cas au niveau des élus, dans toutes nos politiques, dans tous nos documents, dans toutes nos démarches, nous avons toujours le blason de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le drapeau français et le drapeau européen. C'est notre mode de fonctionnement et je crois que c'est important de le rappeler en permanence à nos concitoyens dans le cadre de cette politique de décentralisation, de collaboration et bien sûr de voisinage que nous pilotons ici. Je vais céder la parole à Madame BAKKER, de la Commission européenne, Adjointe du chef de service de l'unité France à la Direction générale de l'agriculture. Merci pour votre venue avec les autres membres représentants la Commission européenne. Vous avez la parole.

Madame BAKKER. - Merci beaucoup. Bonjour à toutes et à tous. C'est un plaisir pour moi d'être de nouveau à Marseille, ici, dans la Région Sud. L'année passée, il est vrai que j'étais à côté de ma collègue Belén DISDIER-RICO et j'aimerais vraiment vous remercier pour cet hommage que vous avez rendu à notre collègue qui est partie trop tôt et nous a quittés. C'est toujours un plaisir d'être dans la Région et c'est toujours un plaisir de voir comme le comité de suivi est bien organisé, les visites de projets, les témoignages de bénéficiaires. Et j'aimerais vraiment, au nom de notre petite délégation, vous remercier de nouveau. C'est aussi très enrichissant et très gratifiant pour nous de voir comment, dans cette Région, on croit à l'Europe. En effet, nous sommes là pour servir exactement les citoyens de l'Europe. Et nous sommes toujours contents de voir qu'en PACA, la majorité reste

convaincue que l'Europe est là pour aider, est là pour diminuer la distance qu'on peut, dans certaines situations, voir s'accroître entre l'Europe et les citoyens.

Je pense qu'aujourd'hui, nous sommes là autour de trois enjeux dans ces discussions en plénière du comité de suivi. Il y a d'un côté l'avancement du programme sur les différents fonds. De l'autre côté, il y a la réalisation des cibles à mi-parcours, ce que l'on appelle dans le jargon européen « l'examen de performance ». Et bien sûr, nous sommes dans une période où nous sommes à cheval entre deux périodes de programmation, 2014-2020 et 2021-2027. Il faut déjà commencer les travaux pour arriver à avoir les programmes à temps.

En ce qui concerne l'avancement des programmes, je ne peux que vous féliciter, parce qu'on voit effectivement que sur tous les programmes, il y a un progrès réel par rapport à l'année 2018. On voit des taux de programmation qui sont assez élevés. Je pense que je ne peux que partager la fierté de M. le Président et féliciter les services de la Région et de l'État qui se sont vraiment investis à fond pour arriver ici. Cependant, j'aimerais aussi féliciter le partenariat local. Effectivement, on peut avoir les paiements seulement avec la participation des bénéficiaires. Et je pense qu'il est important de le souligner. On voit que pour les paiements, les choses avancent aussi très bien, comme la programmation. Il faut toujours rester prudent, parce qu'il est vrai que si aujourd'hui, il semble que pour le seuil de dégageement d'office 2019, on soit sur la bonne route, la vigilance demeure pour les années à venir.

Sur le deuxième volet qui relève de la performance, vous savez que cela se traduit par un nombre de cibles précises pour chaque axe, ou chaque priorité, cela dépend des fonds. Dans les réunions techniques, nous avons pu évaluer l'état et aussi avec les rapports annuels de mise en œuvre qui sont déposés, toujours pour le 30 juin. Nous avons vu que globalement, on a atteint les cibles. En revanche, il y a encore deux axes sur le FEDER et une priorité sur le FEADER où les cibles n'ont pas été totalement atteintes. Cela va engendrer une demande de réallocation des fonds. Je pense que c'est autour de 20 M€ qui devront être réalloués vers les priorités et les axes performants.

Cet échange va commencer aujourd'hui sur les priorités que l'on va renforcer, mais c'est un échange qui doit continuer dans les mois qui viennent. Après, la Commission aura deux mois pour vous faire part des priorités qui ont été atteintes et des priorités qui n'ont pas été atteintes. Nous allons vous demander de nous faire suivre une proposition de modification.

C'est vrai que maintenant, nous sommes aussi à mi-parcours pour cette période de programmation. Cela veut dire qu'il y a beaucoup de réflexions pour le pilotage de la maquette pour la fin de la programmation. Et notre souhait, au nom des différents fonds, c'est d'essayer de mettre ensemble les réallocations des montants de la réserve de performance avec les réflexions sur où nous allons mettre l'accent sur la dernière ligne droite de cette programmation. Il s'agit de mettre toutes les modifications dans une seule et de la présenter réglementairement d'ici à l'automne à la Commission.

Je vais peut-être m'attarder un peu sur la partie du futur. Je pense que nous aurons l'occasion d'entrer dans les détails un peu plus tard dans la matinée. Cependant, pour nous, ce qui est très important, c'est de vous donner le signal que le travail pour le post-2020 a déjà commencé. Et il doit aussi commencer au niveau des différentes Régions. Cela signifie d'un côté entamer les diagnostics territoriaux, voir les besoins qui sont à satisfaire avec les fonds européens, les fonds régionaux et de l'État, et d'un autre côté faire cela de manière partenariale. Je pense que c'est le message le plus important qui est là. Nous demeurons à vos côtés, mais nous encourageons ce travail partenarial, de l'entamer pour la période post-2020.

C'est, très brièvement, le point d'introduction que je fais au nom de tous les fonds. Et je pense que vous connaissez déjà aussi bien Mme MEDDENS que M. WOLF. Ils sont les gestionnaires des fonds pour la Région PACA depuis très longtemps. Ils n'ont pas besoin d'introduction.

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Merci beaucoup. Madame la Représentante du Préfet, Secrétaire générale des affaires régionales, vous avez la parole.

Madame PANTEBRE.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les représentants de la Commission, Mesdames et Messieurs les chefs de services régionaux et nationaux, en préambule, je vous prie d'excuser Pierre DARTOUT, pris par d'autres obligations. Et en son nom, je tiens à vous remercier de ce comité d'aujourd'hui qui, pour nous, vous l'avez rappelé tout à l'heure, Monsieur le Président, doit être aussi un moment d'échanges privilégiés entre les acteurs que nous sommes sur la mise en œuvre des fonds européens. En effet, ces fonds doivent être un levier au service de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au-delà de la nécessité de rendre compte de l'utilisation de ces fonds, je crois qu'il est important que nous puissions réfléchir ensemble aux orientations stratégiques sur la manière de les utiliser à l'aune des enjeux d'avenir qui s'imposent à nous. Vous l'avez rappelé, Madame, tout à l'heure, nous allons devoir réfléchir à la prochaine programmation et au post-2020. Et je pense, Monsieur le Président, que nous allons aussi devoir réfléchir ensemble sur la future architecture des contrats de plan État-Région et qu'il serait opportun que nous puissions mener conjointement cette réflexion. J'espère que nous aurons de nombreux points d'accord.

Cependant, si nous avons à un moment donné des objectifs divergents, cela fait partie aussi des priorités de l'État et de la Région, il importe, me semble-t-il, que nous puissions nous mettre d'accord sur les bases des contrats qui vont nous lier ou de nos relations. Vous l'avez rappelé à juste titre, Monsieur le Président, et je pense que vos fonctions précédentes l'illustrent parfaitement, il est important, par les temps qui courent et sur le territoire sur lequel nous sommes, de bien rappeler l'utilité de l'Europe et l'utilité des moyens européens qui nous sont délégués pour nos concitoyens, et ce dans un souci d'intérêt général et au service de tous.

Aujourd'hui, nous allons effectivement procéder à une expertise et à une analyse de l'utilisation d'un certain nombre de fonds, au premier rang desquels un fonds pour lequel nous avons à la fois une gestion nationale et régionale, qui est le FSE. Je m'attarderai un peu plus sur ce fonds, puisque sur le fonds social européen, les services de l'État, au premier rang desquels la DIRECCTE, que je remercie, ont une intervention importante et structurante. Cependant, il me semble que l'utilisation de ce fonds avec une gestion partagée en fonction des responsabilités qui sont les nôtres doit nous permettre d'avoir une réflexion sur sa programmation. Sa programmation doit, pour moi, viser trois objectifs.

Il s'agit d'un objectif d'efficacité, afin de mieux articuler les fonds d'investissement au regard des priorités nationales, mais aussi des priorités régionales. Il y a aussi un objectif d'adaptation, parce qu'il me semble que seule une souplesse programmatique permettra de suivre les évolutions socioéconomiques et les réalités territoriales. Et le mouvement des « gilets jaunes » que nous connaissons dans notre pays depuis le mois de novembre 2018 doit nous interpeller aussi sur cette possibilité de souplesse et cette possibilité de fournir des

réponses pragmatiques au plus près du terrain. Enfin, il y a un troisième objectif qui est un objectif de simplification.

Je mesure les efforts qui ont été engagés pour alléger les contraintes de gestion, mais à ce jour, force est de constater qu'il existe quand même malgré tout un certain nombre de contraintes. Elles pèsent lourdement sur les bénéficiaires, au risque de rendre impopulaires ces fonds et d'alimenter ce sentiment que vous évoquiez tout à l'heure, Monsieur le Président, un peu anti-européen. Et il serait bon, à l'occasion des diagnostics que vous nous avez appelé à faire, Madame, pour le post-2020, que nous puissions, si cela est possible, vous faire, si Monsieur le Président, vous en êtes d'accord, des suggestions conjointes de simplification sur l'utilisation des fonds. C'est une simplification dans un esprit de mobilisation maximale et de retour à destination des bénéficiaires. Pour autant, cette simplification suppose et impose bien évidemment de respecter les règles et demande aussi que ces règles s'inscrivent dans une certaine stabilité en matière de process. En effet, ce qui nuit à un moment donné à l'utilisation des fonds européens, quels qu'ils soient, que ce soit le FEDER, le FEADER, le FSE, ou le FEAMP, au-delà de la complexité de mobilisation, c'est aussi le fait d'avoir des règles qui changent dans le temps et où un certain nombre de bénéficiaires ou de porteurs de projet ne s'y retrouvent pas.

Je pense donc qu'il nous faut nous recentrer sur l'essentiel. Je sais, Monsieur le Président, que vous avez largement milité pour une décentralisation supplémentaire des fonds européens. Nous verrons dans les semaines et dans les mois qui viennent les positions qui seront prises par la Commission et par l'État français. Cependant, au-delà de ces positions, il me semble qu'il est important – vous avez rappelé tout à l'heure le respect que vous aviez vis-à-vis du Préfet Pierre DARTOUT – que nous puissions localement essayer de construire ensemble des exercices de programmation conjoints en fonction des responsabilités qui sont les nôtres, afin de fédérer les financements et surtout l'ensemble des initiatives innovantes sur notre territoire. Je vous remercie et je vous souhaite à toutes et à tous de bons travaux durant cette matinée.

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Merci beaucoup, Madame la Secrétaire générale. Madame BAKKER, vous avez dit que nous organisions bien les choses. Je sais que vous êtes toujours très attentive à cette organisation. Vous pouvez compter, au niveau européen, sur la mobilisation totale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sous mon autorité, bien

entendu, en tant qu'élu, mais aussi l'autorité de Mme Raphaële DE GIULI MORGHEN, qui est en charge de tous les dispositifs, qui connaît cette mécanique par cœur. Nous avons un œil bienveillant de l'État français avec M. CICHOWLAZ qui connaît bien la Région et qui lui-même connaît bien les processus, puisqu'il a été l'initiateur d'un certain nombre de processus ici.

Sur le plan politique, Madame la représentante du Préfet, nous avons plusieurs difficultés qui sont très différentes avec le gouvernement français. Nos relations personnelles avec Mme GOURAULT sont tout à fait parfaites. Les arbitrages qui ont été pris en son temps par Mme GOURAULT dans son rôle de Ministre convenaient aux Régions. Pour des raisons multiples et variées, le Premier ministre a pris un arbitrage qui est favorable au Ministère de l'agriculture et qui est défavorable aux Régions. Ceci est une histoire franco-française. Et je sais d'expérience que l'histoire franco-française ne doit jamais parasiter nos relations avec l'Europe. Je me retourne donc vers vous en disant que tout va très bien chez nous. Et nous allons faire en sorte que nos histoires à nous ne viennent pas parasiter la fin de l'exercice – mais je pense qu'en l'occurrence, c'est bon – et surtout les futures programmations potentielles à mettre en place.

Vous avez constaté, sous l'autorité de Mme PANTEBRE, que nous avons des bonnes relations pour bâtir ensemble au niveau régional avec l'État français des programmations. Au niveau national, c'est un peu plus compliqué pour d'autres raisons, mais en aucun cas nous ne devons prendre du retard, qui a déjà été pris de façon trop importante, avec nos partenaires européens. Nous allons donc essayer d'accélérer le plus possible en la matière, de façon à ce que les régions françaises soient des partenaires associés à l'État français pour avoir des moyens financiers conséquents compte tenu de la politique et de la stratégie de l'État français au service de ses Régions et ceci en phase avec l'Europe qui elle-même pilote.

Qui paye, décide. L'Europe prend ses positions. Vous avez de nouveaux responsables politiques au niveau européen issus des élections. Une nouvelle politique européenne va être fixée. Cependant, comme vous l'avez souligné, Madame BAKKER, le post-2020 a déjà été bien engagé. En effet j'ai déjà beaucoup travaillé là-bas au niveau européen pour la préparation. Il faut que nous accompagnions ce mouvement et que nous ne rations pas les opportunités qui se présenteront dans le cadre de la volonté de la politique européenne sur les différents pays européens.

Je vais laisser la place à Mme DE GIULI MORGHEN, qui va piloter ces travaux ce matin. Je vous retrouverai en fin de matinée. Merci pour votre présence, bravo pour votre travail et bonne matinée de travail.

(M. MUSELIER quitte la séance.)

II – Présentation des travaux de la future programmation

Madame DE GIULI MORGHEN.- Nous allons aborder le premier point de l'ordre du jour. Nous avons voulu commencer par la fin, c'est-à-dire par la préparation de la future programmation, notamment les calendriers, les enjeux stratégiques. Je vais redonner la parole à Elvira BAKKER et nous poursuivrons comme cela en donnant la parole à chacun. Merci.

Intervention de Mme Elvira BAKKER pour la Commission européenne

Madame BAKKER.- Je vais maintenant reprendre ma casquette agriculture développement rural en vous parlant d'où nous en sommes aujourd'hui avec la négociation du cadre réglementaire pour la politique agricole commune post-2020. Comme vous le savez, je pense que je vais faire brièvement un rappel des orientations futures. Notre souhait était vraiment de faire de la simplification et en même temps de rendre plus de subsidiarité aux États membres dans les choix qu'ils vont faire pour le plan stratégique unique. Cela va amener un changement, parce que dans le futur, chaque pays devra mettre le premier et le deuxième pilier de la politique agricole commune ensemble dans un document de programmation commun avec les deux piliers qui va s'intituler « plan stratégique commun ».

Nous avons invité nos partenaires des États membres à faire vraiment cet exercice de simplification. Cela veut dire qu'au niveau européen, nous aurons beaucoup moins d'exigences, de demandes précises dans le cadre législatif. Et cela va être laissé aux autorités nationales et régionales de définir les conditions d'éligibilité, de sélection des interventions. Je pense que c'est un point essentiel de la réforme.

Le deuxième point essentiel, c'est une volonté environnementale accrue. J'ai été contente d'entendre que pour la Région Sud, on reste avec cette ambition très importante pour protéger notre territoire. Le troisième point que j'aimerais souligner dans ce petit rappel, c'est l'orientation nouvelle ou accrue pour les résultats. Nous avons décidé d'éliminer notre focus seulement sur la partie de conformité en ne rendant plus important les résultats de notre

politique. Dans ce sens, pour les bénéficiaires au niveau européen, nous n'allons plus regarder les petites règles de conformité, mais nous allons surtout regarder chaque année les résultats qui sont atteints dans le plan stratégique.

Nous sommes dans une situation où la Commission a mis sur la table des propositions le premier juin 2018. Entre-temps, nous sommes dans ce processus de négociation. Le Parlement européen d'un côté et le Conseil de l'autre sont invités à rédiger leur mandat de négociation pour permettre une négociation à trois, entre les trois colégislateurs sur la PAC. Cependant, maintenant, nous n'en sommes pas encore là, parce que ni le Conseil, ni le Parlement n'ont aujourd'hui sur la table leur mandat précis. Pour le Parlement européen, nous avons eu un vote dans le comité spécial de l'agriculture qui s'appelle « Comagri » avant les élections européennes. Avec le nouveau Comagri, nous ne savons pas si les nouveaux membres du Parlement souhaiteront rouvrir les discussions ou non. Il faut attendre leur première réunion, qui aura lieu le 10 juillet, pour savoir comment nous allons procéder, ou eux au niveau du Parlement, pour arriver à un vote en Comagri.

Pour le mandat du Conseil, je pense que vous avez suivi les travaux des différentes présidences qui se sont succédé, les présidences autrichienne et finlandaise. Je dirais que nous sommes rassurés par le fait que la présidence finlandaise veut bâtir sur les progrès déjà enregistrés par les deux autres présidents. Nous espérons aussi pouvoir arriver vite à une position avec laquelle le Conseil va entrer dans les discussions de négociation.

Je vais m'attarder un moment sur l'organisation que nous avons mise en place à la Direction générale de l'agriculture pour pouvoir accompagner les États membres dans leurs travaux. En effet, nous sommes convaincus qu'il faut commencer aujourd'hui, ou il fallait déjà commencer hier, pour réfléchir à ce que nous allons mettre dans ces plans stratégiques pour le futur. De ce point de vue, nous avons aussi fait le pas en avant en créant déjà des structures transversales. On les appelle les « Géohubs ». Les hubs sont des lieux de rassemblement. Et nous, nous voyons maintenant que c'est nécessaire de constituer des équipes qui sont par État membre, avec des collègues qui s'occupent de premiers piliers, des collègues qui s'occupent de marchés, des collègues qui s'occupent de développement rural. Il s'agit de les mettre ensemble à côté des États membres pour pouvoir les accompagner dans leurs travaux.

Nous avons fait ce type d'équipes par pays. Pour la France, on a aussi une telle équipe. Chaque équipe a ce que l'on appelle un coordonnateur, un point de contact pour l'État membre. Pour la France, je suis le point de contact. Nous avons déjà eu une réunion à Paris avec l'équipe au Ministère de l'agriculture en charge de la rédaction. Je pense que c'est important de partager avec vous ces premières réflexions. En effet, ce qui était important pour nous, c'était le 14 juin, où nous avons eu cette réunion, et aussi de voir que la France, en dépit du fait qu'à l'époque, l'arbitrage était encore attendu, avait déjà mis en place toutes les structures pour pouvoir commencer les travaux et entamer les réflexions.

Le point qui était important pour nous, c'était aussi de voir comment les Régions allaient être impliquées dans ce processus. Et je pense que là, nous étions convaincus qu'il y avait un engagement du côté de l'État d'impliquer les Régions. Nous avons compris que chaque Région devrait donner une espèce de diagnostic, ce qu'on appelle dans le jargon une « analyse AFOM », une analyse atouts, faiblesses, opportunités et menaces, pour la fin de cette année. Je pense que nous avons compris qu'une méthodologie commune allait être établie. Cependant, c'est important de voir que les Régions seront effectivement les partenaires du Ministère de l'agriculture dans la conception de ce plan stratégique futur. Je pense que je vais clôturer mon intervention sur le point 120 en réitérant ce que j'avais dit au début. Je vous invite à exiger ce rôle d'acteurs impliqués activement dans ce processus de conception de la politique agricole commune pour la France, mais bien sûr déclinée en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Merci.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Elvira.

Intervention de Mme Gaëtane MEDDENS et de M. Michel WOLF pour la Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion et la Direction générale de la politique régionale et urbaine (Annexe 3.1)

Madame DE GIULI MORGHEN.- Je vais donner la parole à la Direction générale emploi et à la Direction générale de la politique régionale et urbaine, à Michel WOLF et Gaëtane MEDDENS, qui ont préparé une présentation commune.

Monsieur WOLF.- Bonjour à tous et à toutes. C'est une présentation que nous allons faire en binôme, puisque si nos collègues de l'agriculture se sont, en se rapprochant du premier pilier, mis en dehors du règlement commun, le FEDER, le FSE le FEAMP, et quelques autres règlements de gestion des visas et du contrôle aux frontières se sont toujours

unis dans le même règlement commun. Ce que nous allons faire ici, c'est vous présenter le cadre dans lequel va naître la prochaine période de programmation. C'est un cadre général au niveau de l'Union Européenne. Nous allons vous présenter à la fois les particularités du FEDER et celles du FSE en binôme avec ma collègue.

C'est un bref rappel des objectifs stratégiques de la prochaine période. Nous avons, cette période-ci, 11 objectifs thématiques. Nous aurons pour la prochaine période cinq objectifs stratégiques. C'est déjà une première simplification importante, même si ces cinq objectifs stratégiques reprennent l'ensemble des priorités qui ont été identifiées comme étant pertinentes au niveau de l'Union européenne. Nous avons tout ce qui concerne une Europe plus intelligente, basée sur l'innovation, la recherche, mais aussi le soutien aux entreprises. Il y a tout le volet Europe plus verte, qui concerne l'environnement, qui concerne le climat, qui concerne la gestion des énergies. Il y a l'Europe plus connectée. Et nous verrons que pour la France, ce n'est peut-être pas la priorité qui a été identifiée au premier chef. Ensuite, il y a toutes les priorités qui seront gérées par le fonds social au niveau d'une Europe plus sociale. Et finalement, pour une Europe plus proche des citoyens, nous avons voulu intégrer toutes les dimensions territoriales de la politique de cohésion.

Le premier cadre dans lequel toute cette programmation s'inscrit est celui du semestre européen, qui est un exercice macroéconomique qui a lieu une fois par an sur une période de six mois. Il aboutit aux recommandations adoptées par le Conseil et qui sont adressées à chaque État membre. À la fin du mois passé, nous avons eu le Conseil qui a adopté les recommandations pour la France. Et pour la première fois, parmi ces recommandations, figurent une recommandation sur les investissements, une recommandation globale. Et nous verrons comment nous allons utiliser cet exercice du semestre, qui va nous donner plus de visibilité, plus de transparence. Certes, c'est un exercice essentiellement macroéconomique, mais nous avons pu l'adapter aux spécificités de la politique de cohésion en y intégrant des éléments de disparités à la fois régionales, mais aussi territoriales. Nous appuyons sur cet exercice du semestre, en espérant avoir plus de cohérence avec les autres politiques de l'Union et les autres politiques des États membres et aussi en mettant davantage l'accent sur l'analyse des besoins que ce n'était le cas dans les exercices précédents du semestre européen.

Je vous présente un exemple. Il y en a bien d'autres. J'aurais pu vous montrer les cartes sur l'innovation, les cartes sur la compétitivité, les cartes sur les émissions de gaz à

effet de serre, les cartes de gestion de l'énergie. C'est la carte la plus générale. C'est celle qui montre les disparités au niveau du produit intérieur brut de la France. Et vous voyez tout de suite que ces disparités sont importantes, puisque pour la métropole, nous passons de 76 à 175 % de la moyenne de l'Union européenne. C'est encore plus accentué si on intègre les DOM. Ce genre de cartes figure pour la première fois dans le document du semestre européen. Et c'est sous l'impulsion de la politique de cohésion et de la nécessité d'avoir une approche différenciée à l'intérieur-même des États membres que nous pouvons avoir ce genre d'analyses.

Vous avez un bref rappel des enveloppes telles que la Commission les a proposées et aussi la façon dont la Commission voyait le besoin de concentrer les fonds sur un certain nombre d'objectifs stratégiques, ce que nous appelons les « *PO* » en anglais. Vous voyez les chiffres. Je ne vais peut-être pas les reprendre. Je vais laisser ma collègue vous expliquer ce qu'il en est pour le FSE+. Ce qu'il faut retenir, c'est que globalement, la France, si la proposition de la Commission est suivie, ce qui restera encore à voir dans l'exercice budgétaire, conserve la majeure partie de sa dotation des fonds de la cohésion. Et nous l'inviterons à concentrer ces fonds sur un nombre réduit de priorités, toujours dans l'esprit d'efficacité et d'atteinte de résultats.

Madame MEDDENS.- Pour le FSE+, c'est-à-dire le FSE qui regroupe le FSE, IEJ et FEAD pour la future période, l'enveloppe reste importante avec 7,2 Md€ à programmer, dont au moins 1,8 Md€ pour l'inclusion sociale. La concentration thématique de 2 % consacrée à la privation matérielle fait partie des 25 % de l'inclusion sociale. Et on a 10 % de l'enveloppe nationale qui seront alloués à l'emploi des jeunes. Pour les régions ultrapériphériques, ce pourcentage est un peu plus élevé, puisqu'il s'élève à 15 % de l'enveloppe régionale qui va à l'emploi des jeunes.

Elvira BAKKER et Michel WOLF vous ont parlé de l'état d'avancement des négociations. Nous pouvons relever que les négociations déjà menées n'ont pas débouché sur des changements radicaux des propositions déposées par la Commission en mai 2018 en ce qui concerne les priorités et les champs de financement prévus pour le FSE+.

Les priorités soutenues par le FSE+ devront notamment refléter les défis identifiés dans le dernier rapport pays, son annexe D, et les recommandations adressées à la France qui ont été adoptées le 5 juin dernier. Il s'agit d'un paquet assez impressionnant de documents qui

clôture pour la Commission le cycle 2019 du semestre européen. Ce qui caractérise le plus les propositions mises en avant par la Commission cette année, c'est l'accent mis sur l'importance de l'investissement, y compris dans le contexte de la préparation des futurs programmes.

Sur les défis identifiés dans le rapport pays, il s'agira pour le FSE+ de soutenir la mise en œuvre des principes du socle européen des droits sociaux en France. Les objectifs spécifiques s'appuieront fortement sur ce socle qui s'inspire de la manière dont nous allons structurer l'intervention du FSE+. Le socle met particulièrement l'accent sur la pauvreté, y compris la lutte contre la privation matérielle intégrant évidemment le FEAD. Les orientations de la Commission sur le déploiement du FSE+ en France s'articuleront autour de deux axes. L'un correspond à soutenir l'accès à la formation et le développement des compétences des travailleurs en lien avec les besoins actuels et futurs du marché du travail dans une logique de prévention et d'anticipation. L'autre consiste à accompagner et soutenir les publics à risque dans leur insertion et intégration au marché du travail dans une logique de retour à l'emploi ou à l'activité économique.

En outre, la Commission continuera à soutenir directement l'innovation sociale et l'expérimentation sociale. L'intégration de l'ancien programme emploi innovation sociale, le programme EaSI dans le cadre du FSE, augmentera les possibilités d'innovations sociales réussies développées à travers les expérimentations à petite échelle. Elles pourront être mises à niveau national ou transnational plus large en tirant profit du soutien partagé. En termes de soutien à l'innovation, la rédaction des articles du rapport pays permet de viser une meilleure passerelle entre ce qui se fait au niveau européen, notamment avec le programme EaSI, et ce qui pourrait être mis en œuvre à plus grande échelle avec le FSE.

Nous avons aussi le volet santé, qui vise à assurer un niveau élevé de protection de santé dans une structure de gouvernance adaptée qui fournira des orientations stratégiques et des avis techniques sur les mesures de soutien et de mise en œuvre de ce volet. Il viendra compléter l'action dans le cadre du FSE+. La Commission souhaite négocier les futurs programmes sur la base de ces priorités. Cela impliquera un travail commun d'identification des dispositifs et un soutien pourrait bénéficier à la réalisation de ces objectifs. Réciproquement, il s'agira également d'identifier les projets dont le financement ne serait plus en phase avec les priorités territorialement pertinentes pour 2021 et 2027.

Monsieur WOLF.- Toujours dans l'esprit d'aller du plus général au plus particulier, nous allons maintenant voir la base qui va nous amener à ce qu'on a appelé l'annexe D. L'annexe D, c'est pour chaque pays les priorités que la Commission a identifiées pour l'intervention du FEDER et du FSE+. Auparavant, nous avons dressé une liste de besoins. Ces besoins ont été identifiés pour l'ensemble du pays. Il appartiendra après à chaque Région de voir parmi ces besoins ceux qui la concernent plus directement et ceux qu'elle souhaite promouvoir dans son programme régional.

Au niveau de l'innovation, nous avons pu constater que la France avait de bonnes performances mais, elle ne fait pas partie des leaders de l'Union européenne en matière d'innovation. En matière d'activité des entreprises également, la France se situe sous la moyenne européenne, avec un problème particulier qui est le très faible taux de survie des jeunes petites et moyennes entreprises. Si la France connaît un taux de création assez élevé de ces catégories d'entreprises, malheureusement, un grand nombre d'entre elles disparaissent au cours de la première période de vie, dans un délai qu'on peut situer entre trois et cinq années. Il faudra donc intervenir pour soutenir ces entreprises pendant cette période critique.

En matière climatique, tous les États membres se sont dotés d'objectifs nationaux en ligne avec les objectifs européens. Il conviendra donc aussi d'intervenir pour qu'au niveau régional, on contribue à l'atteinte de ces objectifs.

Les connectivités digitales et physiques seront surtout poursuivies dans les régions ultrapériphériques, dans les départements d'Outre-mer, et beaucoup moins en France métropolitaine. Même si nous reconnaissons que des besoins subsistent aujourd'hui, il nous a été dit, notamment par l'Agence France numérique, que la France serait complètement connectée au très haut débit pour 2025. Nous avons donc considéré pour la période de la programmation suivante que ce n'était pas une priorité immédiate d'intervention des fonds structurels.

Je vais terminer sur les disparités territoriales. Nous avons suggéré une méthode plutôt qu'une liste des besoins, puisque la France est un pays particulièrement riche en diversité territoriale et que cette liste des besoins aurait été vraiment fastidieuse et interminable. Nous préférons donc soumettre une méthode de travail.

Nous allons rapidement parcourir les différents objectifs stratégiques. Nous avons vu quels étaient les besoins généraux pour la France. Maintenant, nous allons voir quels sont parmi ces besoins ceux que la Commission a identifiés comme pouvant ou devant être soutenus par la politique de cohésion. Toutes les activités de recherche innovation sur la base de ce qu'on a appelé les « RIS3 », les stratégies régionales intelligentes, devront être mises à jour, revues et complétées par rapport à la première génération de ces stratégies.

La collaboration entre les recherches privées et publiques reste un domaine privilégié d'intervention. Il y a aussi la possibilité de recruter des chercheurs qualifiés, puisque le diagnostic fait apparaître au niveau de la France une très grande qualité de formation et d'éducation des chercheurs, mais malheureusement une difficulté à garder ces chercheurs dans les structures nationales. Ces chercheurs sont fortement appréciés par les marchés internationaux. Ils trouvent donc souvent sur ces marchés internationaux des débouchés plus intéressants que ceux qu'ils pourraient trouver en France. Nous devons leur assurer des possibilités de recherche à l'intérieur de l'État.

Les nouveaux produits, les nouveaux processus, les nouvelles chaînes de valeur seront toujours soutenus, la numérisation des entreprises également. Sur le volet soutien à ces entreprises, comme nous l'avons vu, il y a le soutien à la survie au cours des premières années des petites et moyennes entreprises. Seules les petites et moyennes entreprises seront éligibles au soutien de la politique de cohésion. Et il y a aussi l'amélioration de la compétitivité, particulièrement sur les marchés internationaux.

Sur l'objectif stratégique deux, je peux aller plus vite, parce que comme je l'ai dit, c'est essentiellement un soutien aux stratégies nationales qui ont été mises en place suite à l'adoption des cadres européens. Ils reprennent donc les volets traditionnels d'amélioration de la production énergétique renouvelable, de l'efficacité énergétique, la réduction des émissions en agissant sur les sources principales que sont toutes les sources liées au bâtiment, au logement, mais aussi aux activités industrielles et aux déplacements. Il y a aussi les risques naturels particulièrement dans les régions ultrapériphériques. Comme vous le voyez, nous avons été très attentifs à souligner la particularité de ces régions ultrapériphériques et à identifier des priorités spécifiques pour ces régions.

La connectivité pour la France métropolitaine sur les infrastructures de transport n'est certainement pas une priorité pour les fonds, et c'est déjà le cas dans cette période de

programmation. Il est donc inutile de nous présenter des projets de lignes TGV ou d'aéroports, ce n'est pas la façon dont nous voyons la meilleure utilisation des fonds de la politique de cohésion. Par contre, dans les Régions périphériques, nous pensons que les connectivités physiques, mais aussi digitales, avec le reste des territoires de la métropole et de l'Union, restent une condition très importante pour leur développement.

Je vais repasser la parole à Gaëtane pour tous les aspects de l'objectif stratégique quatre, qui sont plutôt liés à la politique sociale.

Madame MEDDENS.- Le FSE entre dans le cadre de l'objectif stratégique quatre pour une Europe plus sociale. Pour identifier les priorités de financements, la Commission s'est basée sur le diagnostic de la France dressé par le rapport PEILLON de 2019. Il peut se résumer ainsi. Il y a une amélioration générale du marché du travail en 2018, avec une dynamique positive de créations d'emplois dans le secteur privé depuis 2015. Cependant, on note un chômage encore trop élevé, en particulier pour certains groupes en difficulté, alors que la transition vers une économie de plus en plus digitalisée crée d'importants défis en matière d'élargissement de l'offre et de la main-d'œuvre. C'est aussi le cas pour le développement des compétences pour la formation tout au long de la vie et pour faire face au décrochage scolaire, surtout, comme Michel WOLF l'a dit, dans les territoires périphériques.

Il y a des inégalités structurelles d'accès au marché du travail, une participation inégale à la formation continue selon la taille de l'entreprise pour les salariés, le niveau de qualification et le statut du marché du travail, notamment pour les demandeurs d'emploi, un manque de compétences en adéquation avec les besoins du marché du travail. On note également que des mesures prises par le gouvernement pour améliorer le système de formation professionnelle initiale tout au long de la vie ont été initiées, mais la mise en œuvre doit être suivie et un soutien à l'investissement est nécessaire. Le système de protection sociale reste globalement efficace, particulièrement pour réduire le risque de pauvreté monétaire, mais avec des risques différenciés d'exclusion sociale d'une partie de la population. C'est sur cette base que les priorités de financement ont été mises en avant par la Commission pour le FSE+.

Des besoins d'investissements hautement prioritaires ont été recensés afin d'améliorer l'accès à l'emploi, en particulier des jeunes et des personnes peu qualifiées et surtout s'ils se trouvent dans une situation de NEET. Il est question de renforcer la participation au marché

du travail des personnes issues de l'immigration et des résidents des zones défavorisées intégrant les actions de repérage et de mobilisation. Il y a aussi des besoins d'investissements hautement prioritaires qui ont été recensés afin de promouvoir les possibilités de formation professionnelle initiale y compris l'apprentissage, et continue, notamment pour les demandeurs d'emploi et les travailleurs peu qualifiés, sans oublier l'articulation entre formation professionnelle initiale et continue.

Il s'agit aussi de favoriser la mise à niveau des reconversions professionnelles, surtout dans les PME et les TPE. Des besoins d'investissements hautement prioritaires ont également été identifiés pour favoriser l'inclusion active, y compris lutter contre la privation matérielle pour les ménages plus à risque et faciliter l'intégration des personnes issues de l'immigration et des résidents des zones défavorisées. Enfin, et c'est particulièrement le cas dans les régions périphériques, il s'agit d'améliorer la qualité de l'éducation, lutter contre le décrochage scolaire et faciliter l'accès aux services de santé.

Monsieur WOLF.- Il y a un objectif stratégique lié à la dimension territoriale. Comme je l'ai dit, nous n'avons pas dressé une liste des besoins, mais plutôt des prérequis pour mettre en place cet objectif stratégique. Il y a aussi le besoin d'associer tous les acteurs responsables des différents territoires, qu'ils soient urbains, ruraux ou qu'ils soient spécifiques, comme par exemple le territoire des Alpes, ou côtiers. Nous pensons que pour ces territoires, des stratégies spécifiques doivent être développées, pas au niveau de la Commission, bien sûr, mais au niveau des acteurs et des personnes, des activités économiques qui sont présentes sur ce territoire. De cette façon, on pourra dresser à cette échelle un diagnostic sur les besoins et établir au mieux une stratégie d'intervention et de soutien des fonds.

Nous avons dans la période actuelle présenté quelques outils. La Région Sud a fait confiance aux propositions de la Commission et a répondu en utilisant pour les zones urbaines les outils territoriaux intégrés. Cela a mis un peu de temps. Il fallait que le fonctionnement fasse l'objet d'un apprentissage, que les acteurs apprennent parfois à dialoguer, à respecter les uns et les autres les limites, les périmètres d'intervention et les responsabilités spécifiques. Cependant, je pense qu'aujourd'hui, la Région Sud est l'un des meilleurs exemples de la réussite de cet outil territorial intégré. Le mot « intégré » est vraiment le mot important, puisqu'il doit prendre en compte l'ensemble des aspects sociaux et économiques de ces

territoires, que ce territoire partage, de telle façon à être intégrés dans une stratégie d'intervention.

À côté de ces éléments de besoins liés aux objectifs stratégiques, nous avons aussi identifié un certain nombre de facteurs qui favoriseraient la mise en œuvre de ces fonds au cours de la prochaine période. Il y a notamment l'utilisation encore plus importante, même si la Région a déjà fait un gros effort depuis deux périodes, des instruments financiers. À chaque fois que nous venons, nous voyons des exemples concrets du bien-fondé de cette approche et de l'efficacité que ces instruments présentent, notamment en matière de réutilisation des fonds.

Il s'agit aussi de réduire le nombre de programmes. Nous avons au cours de cette période en France plus de 30 programmes régionaux, interrégionaux et même un programme national. Nous pensons que c'est disproportionné par rapport à l'ensemble de l'enveloppe disponible, même si nous respectons profondément la vocation régionale qui a été mise en place. La fusion de certaines Régions permettra d'atteindre ce résultat.

Au sujet de la mise en œuvre régulière et conforme à la législation au vu des taux d'erreur, j'y reviendrai. Je pense que j'ai à peine besoin de le dire ici, à Marseille. Nous souhaitons cependant qu'au niveau national, les capacités d'audit et de contrôle des programmes soient maintenues. Nos collègues auditeurs nous ont fait part de leur crainte de voir démanteler ce contrôle au niveau national. Je pense qu'il est souhaitable de le maintenir pour avoir une uniformité des contrôles entre les différentes Régions.

Concernant l'implication de tous les acteurs, je crois que j'ai eu l'occasion de mentionner l'importance au niveau territorial.

Pour certaines zones et Régions, notamment les Régions industrialisées et en déclin industriel, la Commission a dressé un certain nombre d'actions pilotes. Cela ne concerne pas du tout cette Région, mais cela concerne plutôt les Régions du nord et de l'est du pays. Des enseignements pratiques ont pu être réunis au cours de ces actions pilotes. Je pense qu'elles seront utiles à l'élaboration des stratégies dans ces Régions. Au niveau des Départements d'outre-mer, un certain renforcement des capacités administratives sera nécessaire.

Je vais passer la parole à ma collègue pour les facteurs relatifs au FSE.

Madame MEDDENS.- Comme l'a souligné Mme la Secrétaire général, il est vrai que la nouvelle période va aussi conduire à une simplification de la mise en œuvre du FSE en France. La Commission a fait plusieurs propositions en la matière pour ce qui touche à la désignation des autorités, aux audits, au suivi, au calcul des coûts. Nous soutiendrons donc tous les efforts qui seront entrepris par les autorités françaises qui tirent le meilleur parti de ces innovations.

En termes de simplification, la Commission a proposé de ne plus rendre l'existence de l'autorité de certification obligatoire. Il est aussi prévu la possible reconduction des autorités déjà désignées. Cela va accélérer le démarrage des programmes par rapport à la période actuelle. La Commission sera particulièrement attentive à soutenir dans les négociations qui se préparent les dispositions qui pourront favoriser une simplification et un allègement des règles de gestion dans le respect de la répartition des compétences et des rôles respectifs des différents échelons de gouvernance. Il s'agira ainsi d'assurer une meilleure cohérence, et partant, une meilleure lisibilité des interventions du FSE+.

À ce titre, un système de coordination performant est essentiel, que ce soit entre les autorités régionales ou entre les Régions et l'État. Outre la garantie du respect des exigences réglementaires liées notamment à la concentration et à la transmission des données de suivi et d'information, cette coordination devra aussi assurer une application cohérente du cadre réglementaire et offrir la possibilité d'échanger les bonnes pratiques en matière de gestion. Ensuite, il faut réfléchir à la manière de réduire les coûts de gestion en les rationalisant. Nous soutiendrons à ce titre toute initiative de mutualisation des moyens.

Le recours à des options de coûts simplifiés doit être élargi. Afin de répondre aux besoins de simplification et de permettre de se concentrer sur la réalisation des objectifs, le règlement FSE+ étendra notamment l'utilisation des options simplifiées en matière de coûts pour le remboursement des États membres sur la base des montants forfaitaires ou des coûts standards précédemment convenus avec les États membres. Une autre modification attendue est la réduction des contrôles et des audits. Les nouvelles possibilités permettent d'appliquer des règles nationales en fonction de la capacité démontrée à assurer une mise en œuvre correcte des programmes, ainsi qu'une plus grande confiance réciproque dans les audits faits par les autres niveaux d'audits.

Cette réduction du poids des contrôles concerne également le travail des autorités de gestion et les contrôles de premier niveau. Au final, le taux d'erreurs à la fin de la programmation actuelle aura un impact sur le niveau de contrôle de la programmation future. Nous tenons aussi à rappeler l'importance pour les autorités de gestion de pouvoir bénéficier d'une capacité administrative suffisante pour mener à bien les tâches qui sont les leurs. Ceci inclut une capacité d'accompagner correctement et éventuellement de coordonner les petits opérateurs souvent essentiels dans la mise en œuvre du FSE. La Commission invite chaque autorité de gestion à aborder la future période de programmation en prenant ces différents points comme ligne de conduite.

Monsieur WOLF. - Le dernier point qu'il nous reste à couvrir, et c'est le plus important et le plus long, c'est celui du début et de la phase active d'élaboration des différents cadres, à la fois nationaux et régionaux. Il y a un rapide rappel de ce que nous avons fait en 2014, qui nous servira de référence pour cette période pour faire mieux, c'est-à-dire pour essayer d'avoir l'ensemble des programmes des autres documents prêts pour le début de l'année 2021. En effet, la période précédente, c'est fin 2014 que nous avons eu ces documents avec l'impact sur le démarrage de la période.

Pour conclure, il y a plusieurs messages. D'abord, il faut dire que malgré le fait que tout n'est pas encore décidé... Il reste encore des volets importants, notamment le volet budgétaire et le volet réglementaire qui sont pour l'instant un peu mis entre parenthèses. Même si au niveau technique, les travaux se poursuivent, au niveau politique, les élections européennes ont donné un coup de frein à l'adoption de ces cadres réglementaires et budgétaires. Il est important que nous n'attendions pas que tous ces éléments soient réunis pour avancer de notre côté. C'est l'ambition de la Commission de poursuivre ce que nous pouvons faire pour des avancées en ordre utile.

Le dialogue qui a prévalu dans l'ensemble des périodes précédentes pour élaborer les documents stratégiques reste un élément important de la préparation. Nous avons demandé à tous les États membres de nous présenter des programmes, des feuilles de route. Nous verrons comment la France a élaboré ces documents et nous verrons plus dans le détail ce qu'ils contiennent comme étapes et le calendrier de préparation. Nous avons eu quelques réunions techniques, sous forme de séminaires, avec toutes les autorités de gestion, qui ont été largement retransmis via Internet. Vous avez pu suivre. Tous les éléments écrits sont

disponibles à votre intention pour vous aider à répondre à certaines questions inévitables que vous avez au stade de la préparation. Nous avons aussi eu il y a une dizaine de jours une réunion bilatérale avec les autorités centrales françaises, le CGET, l'Association des Régions de France, le Secrétariat général des affaires européennes, le Ministère de l'emploi, etc., pour voir comment eux de leur côté préparaient les tâches qui leur incombent. Il y a notamment l'adoption de l'accord de partenariat. Du côté des Régions, le travail a démarré. Nous savons que les diagnostics économiques, sociaux, territoriaux sont en voie de préparation, que les contacts avec les parties prenantes sont en cours. Nous attendons et nous sommes à la disposition de l'État et de toutes les Régions pour entamer au plus vite les discussions concrètes sur les différents documents.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Michel et Gaëtane, pour cette présentation, et Elvira également. C'est très riche sur les objectifs de la future programmation. Est-ce qu'à ce stade, il y a déjà quelques questions ? Non. Nous poursuivons et nous clôturerons peut-être la première partie de notre réunion par plusieurs échanges.

Intervention SGAR

Madame PANTEBRE.- Justement, vos propos, Monsieur, me donnent l'occasion de faire la transition. Je souhaitais, avant de céder la parole aux représentants d'État, aux représentants de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle et aux représentants du Commissariat général à l'égalité des territoires, bien préciser dans le cadre de la nouvelle programmation que nous souhaitons articuler pour le mieux stratégies nationale, régionale et territoriale. À ce propos, je remercie les deux représentants du niveau national des échanges que nous avons pu avoir ensemble vendredi soir. En effet, au-delà des discussions qui ont eu lieu sur le cadre financier pluriannuel entre l'État français, la Commission et les autres membres du Conseil européen, je pense que nous avons tous une responsabilité partagée sur la mise en œuvre des fonds européens.

À ce sujet, même si nous évoluons dans un écosystème complexe avec des responsabilités distinctes, comme je vous l'évoquais tout à l'heure, il me semble que le souci de coordination et de collaboration doit nous animer. Il a été rappelé dans cette séance la nécessité d'établir un plan stratégique unique pour l'État français. Et afin de faire cela, je ne peux que vous engager à contribuer à la concertation nationale qui a été lancée sur le FSE pour entendre les besoins des populations. N'hésitez pas à participer à cette consultation. De

même, est en cours d'élaboration une feuille de route sur le FEADER qui fixera un cadre partenarial à nos relations. Et je pense qu'une fois que cette feuille de route sera élaborée, il sera important que nous puissions échanger.

Enfin, comme vous le savez, les contrats de plan sont souvent structurants pour nos territoires. Ils font à de nombreuses reprises appel, selon un principe d'additionnalité, à des fonds européens. Nous allons entrer dans cette nouvelle programmation. Et au-delà du contrat de plan classique, nous sommes en train de réfléchir à deux types de contrats particuliers, le contrat de massif, pour le massif alpin, qui réunit un certain nombre d'États européens, et la possibilité de développer à titre d'innovation des contrats de plan littoraux. Il me semble qu'à travers ces contractualisations, là aussi, il va falloir, services de l'État, quel que soit l'échelon, national, régional ou départemental et Conseil régional, que nous puissions avoir un certain nombre d'échanges. Tout du moins, je l'appelle de mes vœux. Je vous en remercie.

Intervention de M. Philippe CICHOWALZ pour le Commissariat général à l'égalité des territoires

Madame DE GIULI MORGHEN.- Je vous remercie, Madame.

Je passe la parole à Philippe CICHOWLAZ, pour le CGET.

Monsieur CICHOWLAZ.- Merci beaucoup, Raphaële. Bonjour à tous. Merci beaucoup aux représentants de la Commission, Madame la Secrétaire générale, d'avoir déjà dit l'essentiel de ce qui va cadrer la future période de programmation. Je me contenterai de faire quelques petits rappels et quelques petites précisions.

La Commission européenne a écrit à l'ensemble des États membres il y a quelques semaines pour demander que l'ensemble des États membres et des autorités de gestion transmettent leur feuille de route pour la préparation des programmes 2021-2027. Ceci a fait l'objet d'un second travail partenarial. Nous avons eu de nombreuses réunions entre le CGET, les Régions de France et les autorités de gestion pour caler ce programme, avec l'intention de pouvoir le délivrer à la Commission européenne le plus tôt possible. Comme l'a précisé le Président Renaud MUSELIER tout à l'heure, il y a eu la semaine dernière un comité État-Région qui s'est tenu à Paris le 2 juillet, pour valider cette feuille de route. Cela été fait. Celle-ci a donc été interministérialisée par le Secrétariat général aux affaires européennes et a été adressée formellement, comme cela est fait habituellement, via la représentation

permanente de la France à Bruxelles à la Commission européenne, normalement hier soir. J'ai eu copie du courrier. C'est transmis.

Nous nous sommes collectivement engagés dans la préparation de cette feuille de route, tout en ayant conscience que les délais allaient être très serrés. Pourquoi les délais ont-ils été très serrés ? On peut assez facilement faire le parallèle avec la période de programmation précédente. Nous nous engageons sur des délais d'un an. En effet, si nous voulons être au rendez-vous d'une future programmation au premier janvier 2021 – j'y reviendrai tout à l'heure en vous expliquant pourquoi – cela nous laisse une année pour préparer l'accord de partenariat et les programmes régionaux qui devront être faits en parallèle et se nourrir mutuellement pour arriver à une consolidation nationale. Il faut savoir qu'il reste encore, dans beaucoup de programmes, beaucoup de FEDER.

Je laisserai mon collègue Antoine SAINT-DENIS parler davantage du fonds social européen, mais il reste encore aujourd'hui 3,5 Md€ de FEDER à programmer en montants UE en France. Il y a encore tout ce travail de finalisation de la période de programmation actuelle. Dans votre Région, cela se passe mieux qu'ailleurs. Nous pouvons le dire assez facilement, car quand on regarde en montants UE le programme Provence-Alpes-Côte d'Azur, il est à 74 %, à égalité avec Midi-Pyrénées, à la première place en France. La dynamique est bonne. Il y a d'autres Régions où c'est un peu plus compliqué et où il y a encore un gros volume de programmations à réaliser durant ces années, avec un risque de chevauchement entre les périodes 2014-2020 et les périodes 2021-2027.

Ce risque de chevauchement est d'autant plus important que les objectifs de certifications qui ont été inscrits dans le projet de règlement de la Commission européenne imposent de démarrer très vite dans l'état actuel des négociations en repassant à N + 2. Et quand bien même nous repasserions à N + 3, si la négociation budgétaire devait se décaler quelque peu – ce que nous n'espérons bien sûr pas – même les objectifs annuels de certifications sont plus élevés. Nous avons fait une petite simulation pour imaginer tout cela.

Aujourd'hui, sur 2014-2020, la dernière année théorique de programmation – car vous savez que nous pouvons encore programmer en 2021, 2022 et même 2023, avec moins de risques de pouvoir les certifier, mais théoriquement, c'est possible – en 2020, vous devez avoir atteint un taux de certification d'environ 38 %. L'essentiel de la certification se fait à la clôture, en fin de période, dans le projet de règlement, ce qui peut d'ailleurs se comprendre.

Pour alimenter davantage l'économie réelle, on a besoin d'engager et de payer les crédits plus rapidement d'un point de vue macroéconomique. La certification en dernière année de programmation théorique, l'équivalent de 2020, donc en 2027, serait de 68 %. On double quasiment le rythme de programmations, sachant que ce rythme est un peu aujourd'hui celui qui guide l'ensemble des autorités de gestion pour éviter des dégagements d'office. Si celui-ci est doublé, cela veut qu'il faut quasiment deux fois plus anticiper que ce qui a été fait dans les périodes précédentes. Pour nous, il y a vraiment un point d'alerte en ce qui concerne les programmes français, qui est d'ailleurs partagé par les directeurs Europe des différentes autorités de gestion. C'est un sujet que nous avons abordé à plusieurs reprises. Il s'agit de réussir à faire cet exercice.

Pour revenir sur le calendrier, la feuille de route vous sera diffusée à tous, le temps que la Commission en ait bien accusé réception. Nous en ferons copie aux autorités de gestion, puisqu'elles ont de toutes les façons participé à sa fixation. C'est une grande phase de consultation entre la rentrée de septembre – il y a quelques Régions qui ont commencé, mais elles sont très rares – et la fin de cette année 2019, pour permettre à chacune des autorités de gestion de mobiliser leurs partenariats régionaux et de faire remonter les attentes du terrain.

Une phase deux va s'écouler entre le début de l'année 2020 et mars 2020. Ce sera une phase où beaucoup de séminaires techniques vont pouvoir se tenir au niveau national et régional pour préparer une première version provisoire de programme et consolider à l'horizon d'avril 2020 une première maquette au niveau national. Elle restera provisoire, mais permettra de voir les grands équilibres et la contribution prévisionnelle des programmes au semestre européen. En effet, nous avons aussi cette consolidation à faire au niveau de l'État, centralement.

Un travail sur une version 2 aura lieu entre avril et juin 2020, avec un grand séminaire national en juin 2020 et une consolidation définitive pour un envoi de l'accord de partenariat à la Commission européenne avant l'été 2020. Ceci permettra aux programmes qui seront les plus en avance de pouvoir d'ores et déjà déposer leur programme auprès de la Commission européenne pour une adoption avant la fin de l'année 2020.

Dans les projets de règlement actuels, il est prévu que les programmes doivent déposer leur projet dans les trois mois qui suivent le dépôt de l'accord de partenariat. Il va falloir que nous ajustions cela collectivement pour ne pas être en retard au niveau national, afin de

permettre aux plus rapides de pouvoir déposer, mais sans non plus empêcher les programmes les plus en retard de ne pas pouvoir déposer. Nous ajusterons donc cela au dernier moment de manière collective en bonne intelligence, comme cela s'est toujours fait jusqu'à présent. Il n'y a pas de raison que cela ne se poursuive pas.

C'est un peu le calendrier qui vous attend. Vous voyez que c'est relativement court et cela ne préjuge bien sûr pas de négociations difficiles au Conseil. Les représentants de la Commission en ont déjà parlé. Nous espérons un accord financier au plus tard au printemps 2020. En effet, il y a certains éléments de négociations qui seront obligatoires avant de préparer les programmes. Je vais y revenir dans quelques secondes.

D'un point de vue plus technique, nous avons décidé depuis longtemps d'anticiper avec les Régions et les autorités de gestion la préparation de ces priorités 2021-2027. Nous nous sommes mis d'accord l'été dernier sur le cahier des charges d'études thématiques et de *benchmark* pour capitaliser les meilleures expériences européennes en la matière. C'est pour voir comment les programmes se mettaient en œuvre et quelles ont été les techniques de gestion les plus efficaces, les domaines des *success stories* de certaines autorités de gestion sur la dynamisation de certaines mesures, etc.

Nous avons lancé cinq études thématiques qui reprennent les grandes priorités FEDER : une sur la R&D et l'innovation, une sur les PME-PMI, une troisième sur le numérique, ses usages, ainsi que les infrastructures numériques, une quatrième sur l'efficacité énergétique et la production d'énergies renouvelables et une dernière sur les changements climatiques et l'environnement. Les cabinets ont été sélectionnés. Ils ont démarré leurs travaux. Nous avons trois premiers rapports qui viennent de nous être adressés la semaine dernière. Des comités de pilotage se tiennent en juillet. Je sais que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur participe à plusieurs d'entre eux. Ils vous seront adressés à tous pour que vous puissiez... Ils sont de bonne facture. Je les ai lus rapidement dans le train en venant ici. Ils sont plutôt de bon niveau. Et nous avons tout intérêt à les diffuser et à ce que chacun puisse en tirer profit, que ce soit pour la fin de la programmation actuelle ou pour la préparation de la suivante. Et cela met bien l'accent sur les difficultés, ou les points forts que chaque autorité de gestion a pu rencontrer dans sa stratégie de programmation. Nous espérons que tout cela sera bien utile pour la prochaine.

Il est prévu que l'ensemble des rapports finaux après l'intervention de l'ensemble des Régions soient bouclés pour la fin de janvier 2020. Nous avons prévu un séminaire technique avec l'ensemble des autorités de gestion le 28 janvier 2020, justement pour capitaliser sur l'ensemble de ces résultats et permettre à toutes les Régions d'intervenir auprès des cabinets de conseil pour peaufiner la démarche. Nous sommes en plein dans le bon calendrier de préparation qui permettra de nourrir les exercices menés par chaque Région au premier trimestre de l'année 2020, quand il s'agira de commencer à travailler sur des esquisses de maquette.

Concernant la négociation, la Commission a rappelé l'ensemble des éléments. Vous savez qu'il y a deux stades de discussions. Il y a les discussions de la filière sectorielle où l'on discute des projets de règlement sur les aspects les plus techniques de ces règlements, qui intéressent surtout les gestionnaires un peu pointus dans ce domaine-là, mais pas forcément les politiques au plus haut niveau. En revanche, les points les plus politiques sont souvent ceux qui sont discutés dans le cadre du CFP, cadre financier pluriannuel, et qui restent par contre très impactants pour la définition des programmes. Je vais citer les principaux. Michel WOLF a rappelé les priorités FEDER. Il y a bien sûr eu quelques éléments qui nous ont déjà été remontés par les Régions, par l'État, par les différents Ministères sur des éligibilités que la France souhaiterait voir réintroduites dans la feuille de route française.

Je vais prendre un exemple, celui de la mobilité douce, qui n'y figure pas. C'est une négociation au niveau européen de l'ancien Parlement. Nous verrons si le nouveau la reprend à son compte, pour la réintégrer dans les priorités des différents OS que Michel WOLF vous a présentés. Ce sont des éléments de négociations qui seront importants pour savoir si ces priorités pourront être retenues ou pas par les Régions qui le souhaitent. Il y a bien sûr un élément clef qui est la défense de la catégorie des Régions en transition. Michel WOLF l'a montré sur sa carte qui figure dans le rapport pays. Vous savez que quasiment tout le territoire national est aujourd'hui en transition. Mises à part les régions Île-de-France et Rhône-Alpes, c'est la totalité du territoire qui est concernée. Bien sûr, cela apporte un certain intérêt à la France. Et la France sera très précautionneuse pour défendre l'inscription de ces territoires dans les règlements définitifs, mais c'est davantage un débat entre États membres qu'un débat avec la Commission. En effet, les propositions de la Commission conviennent très bien à la France en ce domaine.

Un point particulier est celui de la concentration thématique, qui reste ouvert dans le cadre du CFP. Michel WOLF a rappelé qu'aujourd'hui, la concentration thématique s'appliquait au niveau du PIB de l'État membre, ce qui fait qu'en dehors des RUP, toutes les régions françaises métropolitaines doivent respecter un minimum de 60 % pour l'OS 1 et de 85 % pour l'OS 1 plus 2. Beaucoup de voix demandent au niveau des États membres, du Parlement, des Régions, que la concentration thématique soit calculée au niveau du PIB régional. Cela changerait la concentration thématique assez fortement, puisqu'on se retrouverait dans ce cas de figure, pour les Régions en dessous de 100, dans une concentration thématique de 45 sur l'OS 1 et de 75 pour l'OS 1 plus 2. Cela change assez nettement les orientations. Cela fera sans doute partie des éléments de négociation qui vous permettront d'affiner au niveau de chacun des territoires vos priorités régionales.

J'ai parlé du rythme de dégagement d'office. La nouveauté, c'est l'OS 5. *A priori*, l'État ne donnera pas de consignes particulières, si ce n'est que d'avoir de la part des Régions une première idée d'ici la fin de l'année de leurs intentions en la matière, ou au moins des thématiques qu'elles souhaiteraient mettre en lumière. Il est évident qu'entre l'Île-de-France et la Corse, la dimension territoriale et des disparités infrarégionales ne seront pas de même nature. Il appartient donc à chaque Région d'identifier avec son partenariat les dimensions qui lui semblent les plus marquantes. Et ce qui nous intéresse, au niveau national, c'est de pouvoir les capitaliser et les accompagner, comme nous avons pu le faire au cours de la période actuelle sur les urbains, où toute une dynamique de suivi et d'accompagnement des autorités urbaines est menée. Je crois que cela se fait dans un climat très positif, entre les Régions, les autorités urbaines et l'État. Nous aimerions bien poursuivre cette capitalisation et cette formation, ce suivi et accompagnement au niveau national. Il me semble d'ailleurs qu'il y a une session prévue prochainement dans votre Région à ce sujet. Voilà ce qu'il en est pour l'essentiel.

Il y a aussi une discussion sur la coopération territoriale européenne. Je ne vais pas m'étendre là-dessus, ce n'est pas le but de ce comité. Cependant, il reste beaucoup de négociations à mener. Cela a bien avancé sur le transfrontalier terrestre, mais sur le transnational maritime et transnational, il y a encore des éléments qui dépendent des négociations menées au niveau communautaire. Il faut savoir que comme les trilogues avec le Parlement ne vont démarrer qu'en octobre, *a priori*, il va encore falloir attendre un peu. De ce

fait, les délais vont être un peu serrés pour préparer tout cela. Nous ne pouvons donc que conseiller de travailler en temps masqué pour préparer la future période.

Le dernier point, Madame la Secrétaire générale, vous l'avez évoqué. Je ne pourrai qu'aller dans votre sens sur le lien avec les CPER que l'État souhaite bien remettre en avant dans la préparation future. C'est notamment pour tirer parti des remarques qui ont pu être faites par beaucoup d'autorités de gestion sur 2014-2020 des conflits de cofinancement que l'on pouvait trouver dans un certain nombre de politiques. Il est évident pour un porteur de projet qu'entre des crédits régionaux, nationaux et des crédits européens, en termes de facilité, il va plutôt choisir les premiers que les derniers. Cela peut parfois avoir des effets d'éviction sur la consommation des fonds. Cela nous incite à éviter autant que faire ce peu les chevauchements et les conflits de financements, mais plutôt à veiller à leur bonne articulation. C'est facile à dire, c'est plus difficile à faire. Cela demande beaucoup d'articulations à tous les niveaux de l'action publique. Nous comptons aussi sur les remontées de terrains pour pouvoir les corriger quand nous pouvons le faire en interministériel.

Nous savons que cela a été le cas sur la R&D innovation, dans certains cas. Et cela a été le cas sur l'énergie, sur la restauration des cours d'eau également. Il y a eu quelques sujets qui, fort heureusement, pour certains d'entre eux, sont derrière nous. Cependant, nous ne doutons pas qu'ils pourront resurgir. Le but est de travailler de manière étroite à cette coordination. Et au niveau du CGET, nous nous sommes fortement rapprochés entre les équipes Europe et les équipes CPER. Nous avons des rendez-vous réguliers toutes les semaines pour essayer de nous coordonner aux mieux et de pourvoir au mieux accompagner cette préparation de la future période de programmation.

Je vous remercie.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Philippe. Nous attendons avec impatience la feuille de route de la France, même si nous connaissons déjà quand même les grands axes et les grandes échéances.

Intervention de M. Antoine SAINT-DENIS pour la Direction générale emploi et formation professionnelle

Madame DE GIULI MORGHEN.- Je vais donner la parole à Antoine SAINT-DENIS pour le futur du FSE en France et son calendrier de préparation.

Monsieur SAINT-DENIS.- Merci, bonjour à tous. Je vais m'efforcer de ne pas répéter tout ce qui vous a déjà été dit. Cependant, vos visages concentrés et attentifs m'incitent, en tant qu'autorité de coordination nationale du FSE, et aussi en tant qu'autorité de gestion des deux programmes opérationnels FSE et IEJ, à partager avec vous quelques points plus spécifiques sur le FSE. Tout n'est pas réglé dans les détails concernant le post-2020, mais je crois que nous pouvons quand même affirmer que nous aborderons l'été en connaissance maintenant d'un certain nombre d'éléments structurants qui nous incitent à avancer. Premièrement, nous savons que le FSE, en devenant le FSE+, sera plus large. Et nous sommes invités par l'Union européenne à utiliser ces fonds pleinement, dans une logique d'investissement social et de mise en œuvre d'un certain nombre de droits qui sont ceux du socle européen des droits sociaux.

Deuxièmement, nous savons que l'enveloppe sera en baisse. Nous ne savons pas de combien, les négociations européennes ne sont pas finalisées. Cependant, nous savons que l'enveloppe française devrait baisser d'au moins 8 %. C'est plus probablement un minimum qu'un maximum. Je crois que c'est d'ores et déjà important de le garder à l'esprit.

Troisièmement, nous savons aussi que les principaux acteurs sont confirmés, tant l'État que les Régions, certainement également les Départements. Le Premier ministre a fait son choix et cela nous incite à travailler ensemble au cours des prochains mois.

Quatrièmement, comme nos collègues de la Commission européenne l'ont dit, nous disposons d'éléments structurants européens sur notre pays à partir desquels réfléchir. Nous connaissons dans le cadre du semestre européen les recommandations pays. Elles viennent d'être adoptées. Et précédemment, la Commission européenne avait fait connaître ce qu'elle estime être les besoins d'investissements prioritaires pour la France. À partir de là, pour réussir, nous devons avoir une réflexion à dix ans. Je pense que c'est très important. Nous avons, les uns et les autres, un certain nombre de priorités immédiates, mais nous avons besoin de prendre du recul, de la hauteur. La question à laquelle nous devons répondre, c'est où placer au mieux cet argent européen à horizon de dix ans dans une économie qui change rapidement, dans un contexte d'attente sociale lui aussi évolutif, dans une évolution du marché du travail dont on voit bien qu'elle est déjà assez profondément différente de ce que nous connaissions lors de la crise de 2008. Imaginons ce que les pénuries de main-d'œuvre, la difficulté d'un certain nombre de groupes sociaux à accéder au marché du travail, ou à assurer

leur autonomie et à être dans la cohésion sociale peut signifier à dix ans. Cela ne nous incite pas simplement à prolonger un certain nombre de tendances ou d'actions que nous menons actuellement, mais d'avoir véritablement une vision prospective.

Dernier point, il va y avoir un certain nombre de simplifications. Les projets de réglementation en portent clairement la marque. Cependant, ne doutons pas que quel que soit le besoin de nous mobiliser pour opérationnaliser ces simplifications, Le FSE+, les fonds européens plus généralement, vont rester complexes. Et nous devons aussi travailler à assumer et faire au mieux avec cette complexité.

Quelle est la conclusion de tout cela ? Cette année, les 12 mois qui nous séparent du prochain été, celui de 2020, représentent une année capitale pour la réussite de la prochaine période de programmation jusqu'en 2027. Philippe CICHOWLAZ l'a rappelé, nous devons dès à présent nous préparer à un rythme de mise en œuvre de la prochaine période de programmation qui sera *grosso modo* deux fois plus élevé. Et c'est un défi tout à fait considérable.

Par ailleurs, nous voulons, nous avons besoin, c'est vraiment une responsabilité commune, d'un FSE qui soit pleinement visible, qui soit aussi agile que possible, qui soit innovant et qui, au niveau européen et singulièrement dans notre pays... Notre pays est un pays riche, un pays où les dépenses sociales représentent un tiers du PIB. Ce FSE+ a vocation à tirer nos politiques publiques vers plus de performance. Le FSE+ n'est pas là simplement pour boucler les plans de financement, mais pour vraiment nous aider à rendre nos actions publiques et le fonctionnement global de notre économie et de notre société plus performants et plus conformes à nos objectifs fondamentaux.

De ce que nous avons vu hier au comité technique, je crois qu'en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, vous avez tous les atouts qui permettent de réussir ceci, en combinant les légitimités des différents acteurs, en travaillant, je crois, avec tous les acteurs de l'écosystème. En effet, c'est bien cela, au fond, le monde du FSE. Il y a les autorités de gestion, les organismes intermédiaires, mais je crois que pour pousser plus loin, nous devons vraiment raisonner en termes d'acteurs de l'écosystème. Il y a les Départements, les autres collectivités publiques, les entreprises et les acteurs de l'entreprise, le monde associatif, si importants pour l'innovation, pour l'inclusion et pour la cohésion... Nous étions hier au centre social de la Castellane et ce que nous y avons vu et entendu est encore une magnifique illustration à la

fois de l'ampleur du besoin et de ce qu'il est possible d'apporter comme valeur ajoutée avec les fonds européens.

Cela signifie que ces prochains mois vont être dédiés à la concertation nationale, mais une concertation nationale qui doit être territorialisée. Côté État, dès ce mois de juillet, nous invitons les parties prenantes à apporter leurs contributions. Dans quelques jours, un site Web dédié va ouvrir. Et il sera ainsi possible, jusqu'à la fin de cette année au moins, de recueillir les attentes, les idées des uns et des autres. Je ne doute pas que la préfecture et la DIRECCTE vont prendre un certain nombre d'initiatives à compter de la rentrée.

Nous, au niveau du Ministère, nous allons élaborer une version zéro du futur programme opérationnel national pour le mois de décembre. Et le partage de cette première version d'un projet de programme opérationnel national en début d'année prochaine nous permettra d'ouvrir une phase deux, en quelque sorte, de la concertation. De la même manière que le CGET est en train de mener un certain nombre d'études, nous avons lancé une étude bilan et perspectives, dans le cadre d'une gouvernance partagée avec les Régions. C'est pour verser à notre patrimoine commun un certain nombre d'éléments sur ce que nous avons accompli, ce qui a fonctionné, ce qui a moins bien fonctionné et voir quelles conclusions peuvent en être tirées pour la prochaine période de programmation.

Et en mars, nous aurons une conférence nationale sur le FSE qui doit être le moment de rassemblement de toutes ces réflexions, de combinaison, aussi, de ces réflexions avec ce que nous apportent les évaluations nationales qui sont menées. Nous avons, côté État, les nombreux travaux d'évaluation du programme opérationnel national. C'est très riche, parce qu'il n'est pas question que de consommation financière. Il est question de réalisations tangibles et d'impact sociétal. Nous avons aussi, État et Région, fait ensemble une évaluation nationale de l'IEJ. Là aussi, je vous invite à regarder sur le site Web FSE.gouv.fr les conclusions. En effet, je crois que c'est vraiment précieux. Et il y a des enseignements à en tirer. Même s'il n'y aura pas d'IEJ pour la prochaine période de programmation, il y aura bien sûr un investissement important pour les jeunes. Nous devons donc assimiler ensemble ces éléments.

Je nous souhaite une année certainement très riche. Je crois qu'il y a des travaux extrêmement techniques à mener. Cependant, au fond, ce que j'appelle de mes vœux, c'est quelque chose qui soit plus vaste, qui soit plus ample, qui soit plus profond. Je pense que nous

avons ensemble une opportunité extraordinaire pour réinvestir fondamentalement le sens de ce fonds européen, la promesse fondamentale qu'il fait à nos concitoyens et ce que cela implique dans nos responsabilités partagées pour réussir les dix prochaines années.

Merci.

Intervention de Mme Raphaële DE GIULI MORGHEN (Annexe 3)

Madame DE GIULI MORGHEN. - Merci beaucoup. J'espère que nos travaux seront à la hauteur de ces ambitions. Ce que je retiens en tout cas, pour tous nos fonds, c'est que l'enjeu est vraiment celui du calendrier, compte tenu des exigences et des objectifs financiers qui vont s'imposer dans le cadre de la prochaine programmation. Autant sur le FEDER et le FSE, il y a finalement une certaine continuité à la fois des objectifs et des organisations, autant sur le FEADER, c'est très différent. Il y a un cadre qui change assez radicalement, dans lequel nous allons devoir nous inscrire.

Je voulais faire un petit point sur les travaux que nous allons mener en Région, la façon dont nous nous organisons pour nous préparer à cette future programmation, en lien avec le calendrier défini par l'État, que ce soit le CGET, la DGEFP ou le MAS. Il y a une petite présentation, mais je peux le faire sans, c'est comme vous voulez.

Nous allons commencer par le FEDER FSE. Petit changement par rapport à la programmation actuelle, il devrait inclure dans son volet territorial ce qui aujourd'hui était le programme interrégional massif des Alpes. C'est une proposition qui a été faite à nos partenaires dans le cadre de ce programme. Nous avons un comité de suivi demain à Chambéry. L'idée est d'intégrer, de simplifier là aussi, d'avoir un seul programme pour FEDER FSE régional et massif des Alpes.

Nous avons commencé dès le mois d'avril à travailler en interne sur le diagnostic. Et nous nous fixons jusqu'aux mois de décembre pour réaliser ce diagnostic et identifier les priorités stratégiques de notre futur programme, en organisant en parallèle un certain nombre de réunions de concertation. Nous allons aussi engager... Cette concertation va cibler les membres du comité de suivi, mais nous allons aussi essayer d'aller au-delà de notre petit cercle du partenariat régional et lancer des questionnaires, une espèce de démarche un peu plus ouverte qui permette à l'ensemble des acteurs du territoire, s'ils le souhaitent, de pouvoir contribuer à la réflexion.

L'objectif est pour nous aussi de présenter au comité de suivi de décembre nos premières orientations stratégiques du futur PO FEDER FSE. Là aussi, comme l'État, il s'agit de pouvoir ouvrir dès le début de l'année 2020 notre deuxième phase de préparation, avec à nouveau des réunions de concertation et un travail plus fin sur l'écriture-même du futur programme. L'objectif est de présenter notre préversion finale au comité de suivi de juin 2020, en lien avec le calendrier de dépôt de l'accord de partenariat, et de pouvoir finaliser et déposer notre version finale avant le premier octobre 2020, après le dépôt de l'accord de partenariat. C'est assez ambitieux. Nous comptons quand même, comme nous le disions tout à l'heure, sur une continuité à la fois sur le fond et sur l'organisation interne, pour pouvoir respecter ces objectifs. Je ne vais pas entrer dans le détail, car nous avons pris un peu de retard, mais toutes les informations sur les réunions de concertation vont vous être adressées, à la fois aux membres du comité de suivi et sur notre site Europe.maregionsud.fr.

S'agissant de la PAC et de la préparation de ce qui va se substituer au programme de développement rural régional, le calendrier est un peu différent. Là aussi, nous nous inscrivons dans celui du Ministère de l'agriculture. Nous travaillons déjà ensemble depuis 2018 sur un certain nombre d'éléments de stratégie, mais aussi, et c'est important, sur les systèmes d'information. En effet, c'était quand même le point faible de cette programmation, l'ampleur du chantier d'instrumentation du chantier informatique, Osiris, Isis... Tout cela vous est très familier. Depuis début 2019, nous travaillons avec l'ASP et le Ministère sur une simplification, j'espère, des systèmes d'information pour la PAC post-2020.

Nous travaillons aussi ici, en Région, avec nos partenaires, notamment la Chambre régionale d'agriculture et bien sur les têtes de réseaux, sur ce que nous souhaiterions mettre en avant en termes de priorités stratégiques. Nous travaillons également sur une analyse AFOM que nous devons transmettre au Ministère au plus tard au mois de décembre, avec comme objectif de présenter au comité de suivi de décembre l'état d'avancement de nos travaux. Puis l'année 2020 va être un travail de définition des stratégies et des priorités en lien avec le Ministère et ce que pourrait être le futur programme stratégique national de la PAC. Nous sommes dans un calendrier un peu différent, parce que l'objectif de l'État est d'avoir un programme en 2022, au premier janvier 2022, et idéalement de pouvoir bénéficier d'une période de transition sur l'année 2021, comme nous l'avons vécu sur cette programmation. Tous les détails seront là aussi définis sur le site Europe.maregionsud.fr.

Je ne sais pas si d'autres personnes veulent intervenir ou compléter ces présentations. Sinon, je vous suggère que nous passions au point suivant.

III – Témoignage de porteur pour FEDER FSE

Madame DE GIULI MORGHEN.- Nous allons aborder l'actuelle programmation. C'est un retour en arrière. Nous avons eu des réunions techniques toute la journée d'hier FSE, FEADER, FEDER. Nous allons essayer, je la demande à tous les intervenants, dans la mesure où nous avons pu aborder dans le détail le contenu de l'état d'avancement de tous nos programmes, d'être le plus synthétique possible et de laisser plutôt un peu de temps aux témoignages des porteurs de projet. Ils ont eu la gentillesse de venir participer à ce comité de suivi pour un peu faire part de leur expérience de porteurs de projet.

Témoignage de Mme Éva CHAUVET, Chargée de mission EGAMIX, pour le projet EGAMIX en Provence-Alpes-Côte d'Azur porté par le FR CIDFF (Annexe 5.1)

Madame DE GIULI MORGHEN.- D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle je vais inviter le porteur du projet EGAMIX à venir témoigner sur son projet qui a été financé par du FSE en Région. C'est Éva CHAUVET qui doit faire cette présentation.

Madame CHAUVET.- Merci pour cette opportunité de parler du projet. C'est agréable de sortir des bureaux et de présenter un peu ce que nous faisons sur le terrain. Je vais essayer d'être la plus concise et la plus concrète possible sur ce projet financé sur le programme opérationnel régional par le fonds social européen.

Sur le projet en soi, nous sommes les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles. Je travaille pour la fédération régionale PACA. Ce sont les CIDFF. Ce sont des associations loi 1901 qui existent depuis les années 1970. Nous avons répondu à un projet régional, cinq CIDFF de la Région PACA et la fédération régionale comme chef de file, pour l'appel à projet du FSE « promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes par l'égal accès des femmes et des hommes à la formation et favoriser la mixité des métiers ». Nous étions très légitimes sur cette thématique, puisque l'un des cœurs de métiers des CIDFF, c'est l'accès au droit des femmes, en priorité. Sur l'information juridique, nous ne sommes pas des avocats, mais des juristes. Nous ne faisons pas de conseil, mais de l'information. Nous faisons aussi de l'accompagnement vers l'emploi, toujours en priorité des femmes, mais pas seulement, et sur la lutte contre les violences faites aux femmes. Autant vous dire que c'est un

champ d'action qui a en ce moment le vent en poupe. Et nous ne sommes pas près de nous arrêter, vu les enjeux futurs.

Le projet est cofinancé pour une durée de trois ans, 2018-2020, par le FSE, pour un budget total de 537 000 € environ. Je vais en profiter pour remercier les autres partenaires, publics, essentiellement, qui nous soutiennent sur ce projet. Ne voyez pas d'ordre d'importance dans ceux que je vais énumérer : l'État via la DRDFE, la Délégation régionale droit des femmes et égalité, la DIRECCTE et nous l'espérons la DRDJSCS. Nous sommes en attente d'une réponse.

Ce n'est pas un budget qui apparaît très important. Nous sommes à peu près à 50 % de fonds européen et le reste sont les fonds publics que je viens de mentionner, avec beaucoup de collectivités. Pour nous, c'est énorme. Je ne vais pas vous cacher que l'état du milieu associatif en France, en tout cas dans notre domaine, n'est pas au beau fixe. C'est un énorme enjeu pour nous de nous positionner sur un fonds européen, pour la première fois. Nous avons pu le porter, parce que nous sommes justement une fédération régionale et que nous nous sommes associés, car cela demande une avance de trésorerie qui est conséquente. Pouvoir s'engager là-dessus, cela nous semble aussi être l'avenir, pour être clair, car nous avons une baisse des aides publiques. Se positionner sur des appels à projet européens, c'est primordial. Encore faut-il que nous soyons au mieux accompagnés pour que ce ne soit pas un arrêt d'action pour nous pour la suite. C'est quand même le gros risque. Nous y sommes allés à tâtons, mais tous ensemble, solidairement. Et le projet est en route depuis presque un an et demi.

Notre projet porte sur l'évolution des mentalités, des représentations liées à la place des hommes et des femmes dans la société, particulièrement dans le milieu professionnel. Il ne faut pas avoir fait un bac + 5 pour comprendre qu'« EGAMIX » est un raccourci entre « égalité » et « mixité ». C'est vraiment orienté sur la mixité professionnelle. Nous essayons de travailler sur différents leviers : sensibilisation des publics, des mentalités, changements de comportement. Attention, nous sommes sur des thématiques très sensibles. Les premières lois sur l'égalité professionnelle ne datent pas d'hier. Le principe de 1973 que vous voyez ici affiché : « à travail égal, salaire égal », est encore très difficile à faire respecter aujourd'hui. Au passage, je vous livre un petit chiffre : nous sommes sur 9 % d'écart de salaires entre les femmes les hommes, qu'on n'explique pas aujourd'hui. Une fois que l'on a écarté les temps

partiels, les arrêts, etc., on a une discrimination de fait entre femmes et hommes qui persiste. Il nous semble donc très important d'agir sur les différents leviers.

Nous sommes partis sur trois volets d'action. C'est assez simple : sensibilisation, accompagnement à l'emploi et événements grand public. Cela répond à un double objectif, qui est à la fois l'objectif du projet, essayer de faire avancer les mentalités, les comportements, lutter contre les stéréotypes de genre. Et l'objectif pour nous, comme je vous le disais, est à la fois de se professionnaliser au niveau régional et d'avoir une stratégie commune. Que vous alliez au CIDFF de Gap ou à celui de Marseille, ou d'Arles, vous aurez le même type d'interventions.

Nous remercions encore une fois le FSE de nous soutenir là-dessus, parce qu'avoir le temps d'harmoniser une organisation comme la nôtre au niveau régional prend du temps. Pour la première fois, nous pouvons un peu nous réunir. Nous avons beau exister depuis 40 ans sur le terrain, nous sommes des associations distinctes, chacun fonctionne dans son coin. Et là, pour la première fois, nous pouvons vraiment opérer ensemble et avancer ensemble. Ce n'est pas toujours évident, mais cela nous apporte beaucoup.

La première action sur laquelle nous travaillons, ce sont les sensibilisations. Ce sont des interventions dans les publics scolaires, dans les milieux professionnels, aussi. Nous essayons vraiment de cibler tous les publics, c'est-à-dire les professionnels de la petite enfance, les professionnels de l'emploi, le personnel enseignant ou enseignante, des élus, des entreprises privées qui pourraient nous solliciter sur les thématiques des constructions des stéréotypes que nous avons toutes et tous en tête et la mixité des métiers au sens large.

Nous sommes partis sur un groupe de référentes par CIDFF. Il y a cinq référentes. Ce ne sont que des femmes, donc j'emploie volontairement le féminin. Elles travaillent dans ce groupe technique pour harmoniser les ressources déjà disponibles, échanger entre nous. Elles voient comment nous intervenons sur cette thématique dans une classe d'élèves de six ans, comment nous allons arriver à les sensibiliser à ces problématiques, comment nous intervenons chez les professionnels dans une entreprise privée où le groupe est déjà très formé, où c'est parfois très compliqué de faire émerger les discussions sans tabou ni sans jugement. Nous avons créé un livret pédagogique. Nous avons aussi développé une stratégie de communication et des outils pédagogiques. Ce projet nous permet d'en créer nous-mêmes, avec une frise sur les droits des femmes, avec un peu d'illustrations au fur et à mesure.

Nous avons bien sûr beaucoup échangé. Nous sommes partis sur différents publics, différentes stratégies en fonction des publics cibles. Je ne vous cache pas que sensibiliser les scolaires, ce n'est finalement pas le plus compliqué. En revanche, pour sensibiliser les adultes professionnels, il y a beaucoup plus de challenges. Nous essayons vraiment de nous attaquer au plus jeune âge, à ce qui existe déjà dans les préjugés. Nous sommes sur des indicateurs relativement larges, pas liés au cadre de performance – j'y reviendrai juste après – sur des pourcentages de satisfaction globaux et au nombre d'interventions prévues. Au total, nous sommes sur plus de 10 000 personnes à sensibiliser en trois ans et sur 800 interventions à peu près comptabilisées, tout public confondu : j'entends professionnels, scolaires, non professionnels. C'est l'action une.

J'ai déjà parlé assez concrètement du bilan de la première année 2018. Nous avons été sur la construction du programme. Les actions n'ont débuté qu'en juillet 2018. Nous avons aussi eu un retard du fait d'un conventionnement tardif avec le FSE. Nous sommes allés vraiment à tâtons sur cette année 2018. Ceci dit, nous avons des chiffres qui sont bons et un bon taux de satisfaction des participants. Nous continuons donc sur la lancée.

L'action deux est l'axe innovant pour le projet. C'est un dispositif d'accompagnement à l'emploi tourné vers la mixité des métiers. Très concrètement, cela ne s'adresse qu'à des femmes. C'est entièrement gratuit. Il n'y a pas de métier dit « masculin », les compétences n'ont pas de sexe. Vous pouvez être une femme et être fraiseur ou fraiseuse. Et nous allons chercher à les accompagner vers l'emploi. Nous n'avons pas d'objectif d'emploi à proprement parler à la clef, puisque ce sont des thématiques très sensibles. Ce que nous cherchons à faire émerger, c'est de planter une première graine. Nous avons des femmes qui sont à des degrés d'avancement par rapport à cela et leur logique professionnelle est très variable.

Nous ne cherchons donc pas à brusquer quelqu'un. Ce serait au contraire avoir l'effet inverse. Cela nous est arrivé d'avoir une ou deux participantes qui claquent la porte d'un atelier. Nous touchons à des choses qui sont encore bien ancrées en chacun de nous, toutes catégories sociales confondues, pour lutter contre un autre stéréotype. Nous avons des femmes en reconversion professionnelle, nous avons des femmes qui sont au chômage, nous avons des femmes en questionnements. Et notre but, c'est vraiment, avec des partenaires locaux, au maximum, de leur montrer déjà que les compétences n'ont pas de sexe. C'est leur faire comprendre qu'il y a des secteurs en tension, dans lesquels c'est plus intéressant. Une

majorité de femmes dans les catégories de métier sont orientées vers des métiers peu rémunérés et peu qualifiés : l'aide à domicile, le secteur du *care*, comme on dit. Là, nous sommes sur 95 % de femmes qui occupent ces postes-là. Notre but aussi, c'est, au niveau des prescripteurs à l'emploi, de leur faire prendre conscience que ce serait bien d'orienter ces femmes vers d'autres types de métiers que ces métiers dans lesquels elles auront peu d'avenir, très peu d'évolutions de carrière et peu de reconnaissance.

D'abord, nous avons des phases d'ateliers collectifs où nous travaillons ces questions-là. Nous sommes beaucoup sur les témoignages et les échanges entre les participantes. Cela produit vraiment beaucoup d'effets, elles aiment beaucoup ces temps. Ensuite, dans un deuxième temps, nous entrons vraiment dans le dispositif. Sur la phase une, nous essayons aussi de travailler avec des partenaires privés. Nous avons des entreprises qui interviennent sur nos ateliers et qui viennent dire : nous avons telle politique salariale, cela existe. C'est très compliqué au niveau des TPE et des PME. Au niveau des grands groupes, cela commence à se mettre en place. Les politiques RSE commencent vraiment à intégrer la dimension égalité femme/homme dans leur politique d'entreprise.

Après ce dispositif phase deux, nous les accompagnons individuellement en fonction des besoins qui sont rencontrés. Nous avons un indicateur à tenir par rapport au fonds européen, qui correspond aux femmes inactives. Nous n'avons pas du tout construit le dispositif en nous disant que nous allions cibler ce public-là en particulier. Nous allons les chercher après avec les structures et les partenaires. C'est-à-dire que nous travaillons beaucoup avec des centres sociaux, avec Pôle Emploi bien sûr, mais pas seulement. Et c'est là que nous allons chercher ces publics un peu plus spécifiques. Cependant, nous ne fermerons absolument pas la porte à une femme qui vient, qui a un emploi et qui veut se reconvertir.

Pour le moment, cela produit ses fruits. C'est mis en place à Avignon, Gap Digne-les-Bains et Marseille. Nous espérons surtout qu'au-delà du projet européen, nous arriverons à faire perdurer ce dispositif, parce qu'il est très intéressant. Encore une fois, il demande du long terme pour vraiment voir les remontées et retombées futures. C'est l'action deux.

En bilan, sur la première année, cela a été la construction du dispositif, puisque comme nous sommes sortis de nulle part, nous avons littéralement tout créé nous-mêmes, avec de même un groupe de référentes. Il y a eu des outils de communication à l'intention des prescripteurs et des femmes intéressées, des dates d'ateliers, la mise en place des modules.

Nous avons fait toute la construction de tous les Powerpoint, tous les supports qui sont donnés. Nous avons un livret d'accompagnement pour lequel nous avons de très bons retours des bénéficiaires. Cela fait plaisir. Tout est né des CIDFF. Cela valorise beaucoup notre travail, cela motive les équipes, c'est vraiment intéressant. Nous avons fait des ateliers tests en fin d'année, car nous ne nous sommes lancés qu'à partir d'octobre sur cette action. Nous avons été très vite pour monter le dispositif. Les ateliers tests ont été réalisés par Marseille en décembre. Et depuis, le dispositif est lancé sur 2019.

La dernière action, l'action trois, ce sont des actions événements grand format, grand public. L'idée est de compléter les deux premiers volets d'actions et d'agir au niveau de la société au sens plus large avec des événements de fête pour sensibiliser toujours sur ces thématiques. Nous n'imposons à aucun CIDFF du projet de sensibiliser sur plus ou moins tel ou tel axe, ce qui fait que cela peut être très variable.

Arles a mené son événement en 2019 en s'orientant sur la question de la ville sexiste. Certains en ont peut-être déjà entendu parler. C'est assez en vogue en ce moment. C'était une chercheuse en géographie sociale qui est venue pour parler de la répartition de l'occupation de l'espace public et de l'aménagement de l'espace public pour aborder la question : Arles, ville sexiste ? Elle a fait une conférence déambulée. Il y avait 150 personnes qui suivaient. C'était assez impressionnant à voir, surtout dans les arènes.

Et nous nous arrêtons à chaque lieu pour remarquer par exemple : est-ce qu'il y a un défaut d'éclairage ou pas ? Les femmes comme les hommes disaient comment ils se sentaient. Est-ce qu'ils se sentaient en sécurité ? Il avait un système de légende. Est-ce qu'on se sent regardé ? Est-ce que des regards sont portés sur nous ? Est-ce que j'aurais accès à telle ou telle chose ? Est-ce que j'ai de la lumière ? Est-ce qu'en cas d'agression, je suis à un endroit où on m'entendrait ? C'était sur différents niveaux d'interprétation. Cela a beaucoup plu, cela a beaucoup marché. C'était associé avec une association assez militante dans la ville d'Arles, qui a permis après de dérouler le festival sur deux jours. Le CIDFF et le projet se sont vraiment focalisés sur cette conférence déambulée. Après, pour la restitution, la directrice du CIDFF d'Arles était là pour donner des chiffres à l'appui sur la politique de la Ville, sur la ville d'Arles : des chiffres des violences faites aux femmes jusqu'à la répartition des différents espaces publics, les choix politiques qui sont faits aussi. C'était très intéressant.

Et pour les autres, Marseille prépare un colloque sur la petite enfance à assez grande échelle pour les professionnels de la petite enfance, sur stéréotypes et science cognitive. On part sur l'approche en science cognitive des stéréotypes, comment ils se construisent, pour sensibiliser les professionnels des crèches, d'accueils de petits enfants, pour faire de l'accueil non genré et de l'éducation non genrée au mieux.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup pour cette présentation d'une action plutôt innovante. En général, ce n'est pas le type d'actions que nous finançons avec le FSE en Région. C'est plutôt nouveau pour nous et c'est très bien. Je ne sais pas s'il y a quelques remarques ? Sinon, nous pouvons passer à une présentation de l'état d'avancement du PO national FSE. Gaëtane, voulais-tu dire quelque chose ?

Madame MEDDENS.- Merci pour votre témoignage. Je pense que c'est vraiment très important pour nous, fonctionnaires, derrière notre bureau à Bruxelles, de venir voir ce qu'il se passe sur le terrain et d'écouter ce genre de témoignages. C'est un point essentiel. Nous saluons vraiment les initiatives prises en matière de communications et encourageons à les mettre en valeur lors des comités de suivi, comme c'est le cas aujourd'hui. Des projets tels que le vôtre de soutien à des publics en difficulté, avec particulièrement le droit des femmes, c'est vraiment une priorité pour les politiques communautaires. Cela constitue vraiment l'un des éléments essentiels et c'est l'un des objectifs spécifiques du PO qui est peut-être plus difficile à mettre en œuvre. Je pense que c'est donc vraiment important d'avoir des projets comme le vôtre. Votre témoignage est essentiel. Je vous en remercie, bravo et bonne continuation.

IV – Programme opérationnel national FSE (Annexe 4)

Intervention de Mme Gaëtane MEDDENS, Commission européenne, Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion

Madame MEDDENS.- L'ordre du jour a changé. Passons-nous au régional ?

Madame DE GIULI MORGHEN.- Non, nous revenons au national.

Madame MEDDENS.- Je vais donc vous dire un petit mot pour introduire le programme national. D'abord, je voudrais remercier les autorités de gestion pour la réunion technique qui s'est tenue hier. L'un des points importants à l'ordre du jour est le RAMO, l'examen de performance de la période actuelle. L'année 2019 est l'année de la revue de la

performance, un exercice majeur pour la Commission et les États membres, à l'issue duquel 26 Md€ en réserves seront alloués aux axes pour lesquels les cibles seront atteintes.

Je salue les efforts de l'autorité de gestion, la belle performance sur le programme national et son volet déconcentré, même si pour le PON FSE, l'une des valeurs intermédiaires du cadre de performance n'a pas été atteinte. Il s'agit de Régions en transition et de l'axe un pour l'indicateur chômeurs, pour lequel il y a lieu de réfléchir comment y affecter la réserve afférente. Le bilan est plutôt positif en termes financiers participants, bien qu'il y ait toujours quelques défis importants pour le FSE et un dynamisme variable selon les objectifs spécifiques.

La France, dans son ensemble, est au-dessus de la moyenne européenne pour ce qui est de la mise en œuvre sur le terrain. Pour le FSE, nous sommes à 74 % des opérations qui ont été sélectionnées, donc programmées, et la moyenne s'élève à 68 %. Et 37 % de dépenses ont été déclarées. La moyenne est de 26 %, donc c'est plutôt positif. Pour l'IEJ nous avons respectivement 93,8 % de programmé, la moyenne s'élevant à 84 %, et 56 % de déclarés, la moyenne s'élevant à 52 %. Je laisserai le soin à l'autorité de gestion de donner les détails sur le volet déconcentré. Je fais aussi un petit clin d'œil au village FSE, qui s'est tenu les 18 et 19 mars derniers, qui a été un moment important pour communiquer de façon concrète sur les résultats et la valeur ajoutée de l'intervention du FSE et de l'IEJ en France.

Pour revenir sur le cadre de performance, je rappelle que celui-ci sera évalué sur le programme national FSE dans son ensemble et pas au niveau des volets individuels. C'est donc l'État membre qui doit faire une proposition de réallocation de la réserve. Les valeurs 2018 sur l'IEJ du cadre de performance du programme national IEJ ont été pleinement atteintes, voire dépassées. Par ailleurs, il convient de s'assurer du succès du PO dans la durée. La réserve de performance n'est pas une fin en soi, mais une étape intermédiaire témoignant d'un démarrage efficace de la mise en œuvre, tout en créant les conditions pour que le PO se révèle performant dans la durée. Si l'un des axes se révélait non performant en 2023, cela pourrait impliquer des corrections financières à la clôture et donc une perte nette des crédits pour le programme. Il convient donc de poursuivre sur cette dynamique positive et de soutenir les efforts déjà déployés, d'autant plus que nous arrivons en termes de phase finale de programmation.

En ce qui concerne l'IEJ et son abondement, le comité national de suivi du 13 juin avait validé en séance le principe de l'augmentation des crédits du PON IEJ et le fait de considérer 50 % de ces crédits comme contrepartie FSE. La DGEFP fera connaître l'intention des autorités de gestion concernant la gestion de ces crédits. Et au niveau de la Commission, nous adopterons très prochainement, dans le courant du mois de juillet, une décision d'exécution avec la ventilation des ressources et la liste des Régions éligibles.

Toujours sur l'IEJ, on peut rappeler aussi que la France a finalisé l'évaluation d'un pacte. Vous l'avez souligné tout à l'heure, les conclusions principales, ce sont des résultats quantitatifs appréciables. L'IEJ a aussi permis d'atteindre des jeunes invisibles, mais malheureusement trop peu, au-delà de la cible traditionnelle des politiques publiques, un financement prioritaire d'actions existantes et quelques actions innovantes aussi. Nous les situons à environ 20 %. Il y a des résultats globalement bons à la sortie des opérations. La moitié des NEET ont trouvé un emploi, ou une formation, des études. Dans les Régions IEJ, nous avons aussi constaté un taux de chômage de longue durée qui a significativement baissé par rapport aux Régions non IEJ sur la période. L'IEJ a financé certaines actions qui produisent des résultats significatifs, notamment l'accompagnement renforcé, les AAP, caps métier, caps avenir, garanties jeunes.

Nous avons beaucoup de retard, je vais donc en rester là pour la partie sur le programme national. Nous avons un agenda très chargé et je trouve aussi très positif que nous ayons l'honneur d'écouter encore d'autres témoignages comme celui que nous venons d'entendre en séance.

Intervention de M. Patrick MADDALONE pour la DIRECCTE

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Gaëtane. Je vais donner la parole à Patrick MADDALONE pour la DIRECCTE.

Monsieur MADDALONE.- Je vais être très court aussi, merci, pour laisser la place à Aude LAHEYNE.

Pour le programme opérationnel national FSE, nous avons 696 projets qui ont été déposés. Je voudrais saluer l'action des services de la DIRECCTE, mais aussi des organismes intermédiaires sur le dynamisme dans la mise en œuvre de ce programme opérationnel. Il reste une année et demie de programmation. L'objectif est bien entendu de consommer aux

mieux. Nous ferons des propositions pour ajuster la maquette en fonction des dépenses. Et il s'agit surtout – cela a été dit pour la future programmation, mais c'est aussi vrai pour celle-ci – de permettre à ce que le FSE soit vraiment un levier pour les politiques publiques qui sont menées. Et on voit bien que tout l'intérêt des actions menées, c'est de se retrouver en multiplication des actions mises en œuvre par les services de l'État.

Dernier mot, j'ai le souci – comme déjà auparavant, mais surtout depuis mon retour en Région – de la qualité de gestion. Nous sommes vigilants sur ce point-là. Nous avons encore des progrès à faire, notamment pour réduire les délais de paiement et sécuriser la programmation. Cependant, cela fait partie des actions qui sont au cœur des services de l'État et des organismes intermédiaires. Aude LAHEYNE, je crois que le mieux est d'entrer directement dans le détail.

Témoignage de Mme Horiya MEKRELOUF et de Mme Anne-Catherine JOSSET de l'association Sigma pour le projet « IPAQ Itinéraire Personnalisé d'Accès à la Qualification »

Madame LAHEYNE.- Bonjour à tous. En revanche, nous allons intervertir nos interventions, puisque notre porteur de projet qui a eu la gentillesse de venir aujourd'hui a une contrainte horaire. Nous allons donc laisser d'abord lancer la vidéo du projet de SIGMA et laisser Mme s'exprimer.

(Diffusion d'une vidéo.)

Madame LAHEYNE.- Mme MEKRELOUF va vous présenter plus avant ce projet. Je ne l'ai pas dit en introduction, c'est un projet IEJ, financé dans le cadre d'un appel à projet IEJ classique, avec un accompagnement de quatre à six mois.

Madame MEKRELOUF.- Merci beaucoup et merci de nous donner la parole. SIGMA formation est un centre de formation. Nous sommes implantés au cœur des quartiers nord, puisque nous sommes au cœur de la cité de La Bricarde. SIGMA formation est un centre régional. Il y a six antennes de formation dans la Région Sud. Particulièrement sur La Bricarde, nous sommes un acteur historique de la zone du 15^e et du 16^e arrondissements et nous sommes impliqués depuis plus de 30 ans sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes.

Ce quartier est classé en QPV, quartier prioritaire de la ville. Il est situé entre les quartiers de la Castellane et (*inaudible*)*. La Bricarde compte 2 627 habitants, dont 56,5 % sont des femmes. Il y a plus de 47 % des habitants qui ont moins de 25 ans. À La Bricarde, il y a un taux de chômage des jeunes qui est plutôt très important, puisqu'il est de 46,5 %. Et le chômage touche près de la moitié des 15-24 ans, dont 60 % sont des garçons. Concernant la structure des emplois, notons que les contrats d'apprentissage pour nos jeunes sont difficilement accessibles. En effet, nous avons 0,6 % des actifs de La Bricarde qui sont en contrat d'apprentissage, contre 2,5 % à Marseille. Et je rappelle juste que dans ce quartier, le revenu médian est de 683 € et le taux de couverture par le RSA est de 37 %. C'est le tableau tel qu'il est dans ce quartier.

Plus particulièrement, pour ce qui nous concerne, nous travaillons depuis 2008 avec des jeunes. Aujourd'hui, nous accueillons 90 jeunes décrocheurs de cet arrondissement. Et nous construisons avec les jeunes un itinéraire personnalisé d'accès à la qualification et à l'emploi, c'est IPAQ IEJ*. Évidemment, divers moyens sont mobilisés avec l'aide de la politique de la Ville, de la préfecture, de la Région. Dernièrement, nous avons l'aide du FSE et pour nous, c'est une véritable respiration.

Nous avons mis en place des ateliers qui permettent de travailler sur l'apprentissage de la langue. Une grande majorité des jeunes qui sont en décrochage scolaire ont des bas niveaux de qualification, mais sont aussi en situation d'illettrisme. Nous avons donc mis en place des ateliers numériques, de calculs mathématiques, des ateliers savoirs de base. Et l'atelier vidéo que vous avez vu est aussi pris en charge par les jeunes. Cela veut dire qu'ils s'auto-interviewent. Là, vous avez vu un exemple de leur travail. Nous avons aussi mis en place un atelier prise de parole citoyenne et d'ouverture au monde et évidemment un atelier projet professionnel avec tout ce qui est CV, lettre de motivation, savoir se présenter, un grand travail sur le projet, préparer les immersions en entreprise ou dans les ateliers professionnels des lycées professionnels du territoire. Et tout au long du parcours, cela est jalonné par des entretiens individuels.

Cette action nous permet trois sorties possibles : un retour scolaire. Nous travaillons aussi avec la MLDS, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire. Parmi eux, certains retournent à l'école. Pour d'autres, nous trouvons une formation qualifiante via le plan régional de formation, ou un contrat d'apprentissage. En effet, même si les taux ne sont pas

élevés, nous continuons à démarcher les entreprises pour qu'elles puissent les prendre en entreprise et en contrat d'apprentissage. Pour certains, il y a un emploi à la clef. Même si le jeune n'a pas de qualification, nous arrivons à trouver des postes de manutention, ou dans le second œuvre, ou le nettoyage, ou la restauration.

Concernant notre méthode, c'est notre activité, donc cela fait longtemps que nous sommes implantés dans ce territoire. Et notre activité au fil des années nous donne une connaissance précise des acteurs sociaux et locaux : les associations, les entreprises du territoire, les institutions. Et les liens sont entretenus et activés dès lors que la ressource présente un intérêt dans le parcours du jeune pour une levée des freins ou une opportunité d'insertion. Ce travail de mobilisation de réseau nous permet de faciliter le repérage des jeunes NEET – ce sont des jeunes qui ne sont inscrits nulle part – d'impliquer les tissus socioéducatifs, institutionnels et acteurs économiques dans le suivi de notre action. Il permet aussi de faciliter les synergies et d'ouvrir notre structure sur les diverses opportunités d'accompagnement sur les savoirs de base, découvertes des métiers, intégration avec accompagnement dans les entreprises des jeunes en stage et aussi pour les immersions.

L'implication quotidienne des formatrices et des formateurs de SIGMA est la meilleure preuve de notre motivation, puisque les résultats depuis 2008 sont exponentiels : entre 70 % et 85 % de solution trouvées pour les jeunes qui entrent dans notre dispositif. Les jeunes sont accompagnés sans interruption et nous ne lâchons pas le suivi tant que nous n'obtenons pas un résultat satisfaisant en matière d'intégration sociale ou professionnelle. Merci beaucoup.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, bravo pour votre action. C'est effectivement un moment privilégié de pouvoir avoir vos présentations et ces vidéos.

Madame MEDDENS.- Je voudrais également féliciter Mme pour son témoignage. Et je pense que l'agenda est très serré, mais cela me ferait plaisir de discuter avec vous après la séance, parce que je pense que j'aurais encore de nombreuses questions à vous poser.

Présentation par Mme Aude LAHEYNE et M. Raymond LLORET (Annexe 4)

Madame DE GIULI MORGHEN.- Nous laissons la parole aux équipes de la DIRECCTE pour nous faire un petit résumé de la situation du PO national en Région.

Madame LAHEYNE.- Nous allons vraiment faire très court, parce que nous tenions à mettre en avant les projets. Avant de commencer 2021-2027, il faut que nous accélérions la programmation de 2014-2020. Pour la DIRECCTE, ce sont les chiffres de la DGEFP, mais ils ont été rappelés par Gaëtane, nous en sommes à 73 % de programmation théorique. La programmation théorique est pour nous la programmation actualisée, les dossiers programmés, auxquels on ajoute les dossiers dont nous sommes sûrs qu'ils seront programmés à échéance de deux à trois mois, tous les dossiers en cours d'instruction.

Cela nous donne par axe une programmation moyenne assez différente. L'action est assez avancée, puisque nous serions à 81 % de programmation au premier juin, avec un axe qui marche relativement bien. Sur l'axe plus en difficulté, notamment sur la formation des salariés qui n'arrivent pas à décoller dans un cadre de réforme, nous sommes à 44 % de programmation théorique. En revanche, nous avons un axe trois qui fonctionne très bien, avec une bonne réactivité des organismes intermédiaires dans cette programmation de l'inclusion active et qui représente 95 % de crédits bloqués, puisque des enveloppes sont allouées aux organismes intermédiaires. Et aucun indicateur ne permet de nous alerter sur une sous-consommation éventuelle. Nous pensons donc qu'à terme, nous aurons bien programmé et consommé 100 % de l'axe trois. L'axe quatre, qui nous sert notamment à communiquer ou à se doter d'un appui sur les contrôles de service faits, est relativement peu consommé. Cela donne cet histogramme qui montre bien le poids de l'axe trois dans notre programmation générale.

En termes de dossiers, nous avons voulu mettre cela en avant, État et OI représentent 777 tentatives de demandes sur Ma démarche FSE, qui se concrétisent par 596 demandes strictement déposées et 473 dossiers instruits. Cela montre que le stock est relativement raisonnable, puisque beaucoup d'appels à projet se terminaient fin mai, début juin. C'est donc un stock récent. Nous n'avions pas de stock avant cette période. Ce sont les travaux de l'été de l'instruction.

La répartition des dossiers par service gestionnaire est intéressante également. Bien entendu, la DIRECCTE a beaucoup d'opérations en bilatéral, donc nous arrivons en premier. Cependant, on voit les différentes stratégies des organismes intermédiaires, notamment du Conseil départemental 83 et de MNCA, qui ont davantage d'opérations et de redistributions.

D'autres organismes intermédiaires, et c'est tout à fait possible aussi, préfèrent avoir moins de dossiers et concentrer l'utilisation des crédits.

Nous avons souhaité vous présenter un macaron de la répartition des dossiers par thématique, puisque les thématiques sur lesquelles nous intervenons ne remportent pas le même succès, propos que je tenais déjà au dernier comité. La création d'activité fonctionne vraiment très bien pour les demandeurs d'emploi inactifs et représente un grand nombre de dossiers. De la même manière, c'est le cas de l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi inactifs de tous âges. En revanche, la part inclusion ici présentée représente les dossiers que la DIRECCTE gère directement sur l'axe trois. Nous n'avons pas représenté l'inclusion, la part gérée par les organismes intermédiaires sur ce macaron. On voit la faiblesse du décrochage scolaire et l'accompagnement des femmes pour l'égalité salariale, qui peinent à décoller.

En termes de délais de traitement, nous avons une évolution à la hausse ou à la baisse, selon que l'on parle de délais d'instruction ou de contrôle. On note que ces délais peuvent être encore réduits et nous y travaillons. Bien entendu, ce sont les contrôles de services faits qui demandent le plus de temps avec des allers-retours entre les porteurs de projet et le service. En revanche, les visites sur place réalisées en 2018 sont au nombre de 34, un nombre inférieur à celui estimé initialement, mais nous avons vraiment vu large avec des dossiers qui n'ont pas nécessairement été retenus ou qui ont été conventionnés en 2019. 34 visites ont été réalisées, avec aucun constat de non-conformité pour cette année, mais toujours néanmoins des remarques à faire, des observations concernant la publicité, les feuilles de temps, les preuves de réalisation, notamment. Et 54 visites ont été programmées. C'est un chiffre un peu plus réaliste qu'en 2018, mais qui va à mon avis être atteint, puisque tous les dossiers qui seront instruits dans le cas du PIC IEJ feront l'objet d'une visite sur place.

En termes d'animation, cette année comme l'année dernière, nous avons souhaité accompagner les porteurs de projet dans leur démarche de dépôt, avec un système qui fonctionne chez nous en entonnoir, des réunions d'animation systématiques quand nous lançons un appel à projet. Elles sont suivies de rendez-vous bilatéraux, puisque les réunions sont l'occasion de prendre contact avec les porteurs de projet qui vont déposer. Nous en sommes à 90 réunions depuis janvier, alors que nous avons fait 85 réunions d'animation en 2018.

Les indicateurs peuvent être alarmants si on regarde les jeunes, mais nous précisons qu'il s'agit des participants saisis et qu'il faut que nos porteurs de projet concentrent un effort sur la saisie des indicateurs sur la démarche FSE, sachant que plusieurs rapportent des tableaux et que la saisie au fil de l'eau est très difficile à négocier auprès d'eux. Le taux d'atteinte de la cible jeune est donc de 28 %, pour les chômeurs sur l'axe un, nous sommes à 119 % de personnes saisies. Pour les salariés, c'est un peu mieux que l'année dernière, mais il faut que les OPCO saisissent également. Et sur l'axe trois, nous avons largement dépassé les cibles qui nous étaient assignées.

En termes de certifications, il y a également un effort à consentir, puisque nous avons un objectif de 105 M€ à déclarer en fin d'année. L'appel de fonds approche. Je ne m'étends pas, mais État comme OI doivent contrôler activement pour atteindre la cible en fin d'année.

Je termine par le plan d'action. Comme la Région, il est assez pragmatique. Il s'agit d'augmenter notre taux de programmation. Il est passé à 80 % de programmation de la maquette globale en fin d'année 2019. Sur l'axe un, comme vous l'avez vu, l'accent va être porté sur le décrochage scolaire avec un appel à projet spécifique qui sera plus précis et un taux d'intervention porté à 60 %. L'axe 2 fait déjà l'objet d'un grand nombre de concertations avec les acteurs, ne serait-ce que pour savoir si nous allons réussir à programmer davantage d'actions, ou essayer de réviser la maquette pour diminuer la part de formation des salariés. Pour l'axe trois, nous nous orientons davantage vers une transition en douceur et une réflexion entre articulation du plan pauvreté et l'axe trois sur les BRSA.

Nous souhaitons également poursuivre les actions innovantes. Cette année, nous avons publié un appel à projet commun PIC-IEJ, un appel à projet en lien avec le Conseil départemental 13 sur la mobilité des jeunes NEET. Et plus nous allons avancer dans la programmation, plus nous allons proposer des appels à projet spécifiques assez cadrés qui nous permettent d'avoir des actions innovantes. Nous développerons également nos activités de contrôle interne et l'objectif de visites sur place que j'ai déjà évoqué est assez important. Nous poursuivrons les actions de repérage et de communication.

Les points pré-soumis à la validation du comité, puisque nous nous donnons encore une fois jusqu'à septembre sur la formation des salariés, tendent à demander une légère baisse de dotation sur le décrochage scolaire, sur l'égalité salariale, les seniors et les salariés. C'est ce chiffre de 2 M€ qui pourrait augmenter. Et il y a un besoin réellement pressant

d'augmenter la dotation dans la mesure du possible pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi inactifs et la création d'activité. Cela nous permettra normalement, avec un réajustement, de programmer correctement et d'avoir des résultats satisfaisants. Je laisse la parole à Raymond sur le PO FSE IEJ.

Monsieur LLORET.- Bonjour à tous, merci. S'agissant de l'état de la programmation IEJ, il y a une enveloppe globale de 17,5 M€, avec une enveloppe programmée qui s'élève à 68 %. Nous avons 20 opérations qui ont été achevées. 14 ont déjà été contrôlées. 29 opérations sont encore en cours. Et vous voyez une progression en nombre d'opérations au fil des années et donc l'effort consenti par nos services dans cette programmation. Il existe néanmoins un restant à programmer de 6,4 M€. Si l'on prend en compte les futures sous-réalisations, les services ont estimé le reste à programmer autour de 7,3 M€.

S'agissant des indicateurs, 3 344 jeunes sont accompagnés et ont été saisis sur la plateforme Ma démarche FSE, sur les 6 396 jeunes prévisionnels, autant dire que 52 % seulement de notre cible ont été atteints. Néanmoins, il y a un coût par participant faible, puisque nous sommes en deçà de 2 000 € par participant, ce qui présente une réelle efficacité dans notre programmation. Il est également à souligner un taux de sortie positive de 58 %, ce qui est tout à fait remarquable.

Notre programmation IEJ, notre offre de services se structure autour de trois appels à projet. Il y a l'appel à projet dit classique, qui aide les jeunes à aller vers l'emploi autour d'un suivi spécifique de quatre à six mois, renforcé, individualisé, que nous allons très prochainement renouveler. C'est également autour de deux appels à projet qui ont fait l'objet d'un partenariat tout à fait particulier. L'un a été fait avec le Conseil départemental 13 autour de la mobilité des jeunes NEET. Nous remercions d'ailleurs le Conseil départemental 13 de ce partenariat. Et cet appel à projet touche les jeunes NEET, notamment dans le parcours en amont et en aval de la mobilité internationale. Quatre projets ont répondu. Tous les porteurs de projet sont nouveaux, donc c'est intéressant pour nous.

Enfin, il y a une stratégie de partenariat avec le PIC, puisque c'est une expérience unique en France, nous avons souhaité en quelque sorte marier l'IEJ et le plan d'investissement dans les compétences, puisque les deux dispositifs se concurrençaient, notamment en matière de qualité de jeunes. En effet, les invisibles et les NEET ont les mêmes caractéristiques et les actions éligibles étaient également sensiblement similaires. L'appel à

projet PIC a pour le coup remporté un franc succès, puisque 31 opérations ont été déposées, avec un montant IEJ demandé de 4,5 M€ et un nombre de jeunes prévu qui s'élève à 6 500. Il est difficile pour nous d'effectuer une projection quant aux futurs montants conventionnés. Il y aura évidemment un effort de négociation conséquent dans le temps où nous sommes, c'est-à-dire au moment de l'instruction.

S'agissant du plan d'action IEJ, notre service dépasse en quelque sorte ses strictes compétences d'instruction, de contrôle et de programmation, étant assez proactif en matière d'aide au repérage des jeunes NEET. Et c'est la raison pour laquelle nous avons eu l'idée d'identifier et de solliciter un certain nombre de prescripteurs potentiels qui dépassent les services publics de l'emploi habituels. Cela peut être le CRIJ, les CCAS, les centres sportifs, les structures de proximité en lien avec les jeunes. Nous leur avons communiqué un catalogue, ce fameux catalogue qui recense l'ensemble de l'offre de services IEJ, avec un référent, une description du projet, afin de faire le lien le plus possible entre le jeune et notre offre de services.

S'agissant de la communication, d'autres points ont été effectués, notamment la création de plaques. Hier, nous avons remis la première plaque au centre social de la Castellane, une plaque qui inscrit l'engagement de l'Europe et le financement de l'Europe sur les projets de notre territoire.

La présentation est terminée, puisque nous avons commencé par la fin, avec le projet IPAQ.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup. Je suis désolée de forcer d'accélérer un peu, mais il est vrai que nous sommes vraiment très au-delà de notre timing. Je vais passer la parole aux équipes de la Région sur le PO régional FEDER FSE. Michel ou Gaëtane, voulez-vous dire quelque chose suite à la réunion technique que nous avons eue hier ? Vous le ferez à la fin ? Je laisse la parole à Alexandra BOUTIER, Directrice adjointe des affaires européennes, qui va vous faire un résumé ultra-synthétique de tout ce que nous nous sommes dit hier.

V- FEDER-FSE (Annexe 5)

Madame BOUTIER.- Bonjour à tous. Le Président MUSELIER et Philippe CICHOWLAZ ont déjà rappelé que la Région avait des très bons taux de programmation. En termes de chiffres sur le FEDER, nous sommes à 80 % de FEDER programmés en incluant le comité régional de programmation qui est en cours. Sur le FSE, environ 59 % de la maquette est programmée, mais avec des grosses perspectives de programmation d'ici la fin de l'année, avec les dossiers de la commande publique qui devraient nous permettre d'atteindre un taux de programmation à 70 %. Ce sont donc des taux assez proches de ceux de la DIRECCTE.

En termes de dossiers déposés nous avons encore un certain stock. Nous ne sommes pas inquiets non plus sur la programmation dans les mois à venir. En termes de certifications, nous avons toujours un rythme très soutenu sur la certification des dossiers. Même si comme la DIRECCTE, nous avons des délais de paiement qui sont assez conséquents, pour nous aider, nous faisons appel à une externalisation, à un prestataire. Nous mettons donc tout en œuvre pour réduire ces délais. Ce qui est sûr, c'est que nous avons là aussi le stock en termes de demandes de paiement pour atteindre les objectifs et pour éviter le dégageant d'office, que ce soit sur le FEDER ou sur le FSE en fin d'année. Et notre objectif est également de prendre un peu d'avance et de certifier plus que nos cibles financières pour la fin de l'année.

En termes d'appels à proposition sur le FEDER, en ce moment, nous avons un appel Smart Région qui a été lancé sur l'axe deux et sur lequel nous avons un certain nombre de demandes. Nous avons aussi un appel à projet à venir sur les OIR. Nos collègues des ITI vont également lancer des nouveaux appels d'ici la fin de l'année. Nous avons une réunion pour discuter de la stratégie de fin de programmation avec eux la semaine prochaine.

Concernant le FSE, les cinq appels habituels ont été lancés. Il y avait un nouvel appel concernant l'apprentissage qui avait été lancé cette année. Et donc nous avons eu deux dates de dépôt à chaque fois, en mars et en juin. Nous avons une vingtaine de dossiers déposés. Et nous avons une troisième date au mois d'octobre, sur laquelle je vous invite à déposer, si vous êtes intéressé. Un sixième appel concernant l'égalité entre les hommes et les femmes devrait être lancé, plutôt l'année prochaine.

Concernant le cadre de performance, cela a également déjà été évoqué. Sur le FSE, il n'y a pas eu de difficulté à atteindre nos cibles. Ce n'est pas le cas concernant deux axes du FEDER, l'axe deux et l'axe quatre, pour des raisons assez différentes. La réserve doit être réallouée à des axes plus performants. Nous n'avons pas perdu cette réserve, il faut que nous

l'affections à d'autres axes. Cette réserve concernant vraiment la non-atteinte des indicateurs porte sur environ 4 M€. Comme nous l'avons déjà abordé, il va falloir que nous fassions déjà une proposition de révision de la maquette à la Commission européenne dans les mois à venir. Nous avons ces 4 M€ liés à cette réserve et surtout nous avons eu deux incidents malheureux sur deux gros dossiers que nous avons programmés sur le très haut débit. Ils vont devoir être déprogrammés et cela va là aussi nécessiter de réaffecter pratiquement 15 M€ de FEDER. Cela nous fait en 2019 un montant de près de 18 M€ à réaffecter sur un axe performant.

Concernant ces propositions de réallocations, les discussions sont encore en cours en interne et nous en discutons aussi avec nos partenaires. Cela a été évoqué hier en réunion technique. Nos propositions seraient *a priori* de répartir cet argent – les montants sont encore vraiment à affiner – en partie sur l'axe un qui fonctionne bien sur la recherche, ainsi que sur les filières stratégiques et sur l'axe transport, l'axe trois, qui lui aussi fonctionne très bien. Nous partirions donc dessus, sur un nouvel appel concernant les voies douces et les pôles d'échanges multimodaux. C'est ce que nous devons affiner, sachant qu'il faut que nous tenions à la fois compte des projets matures sur les territoires, des indicateurs que nous avons conventionnés avec la convention et des montants qui seraient les plus pertinents sur les différents axes.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Nous allons passer à la suite de l'ordre du jour, sauf s'il y a des questions. Je pense qu'il n'y a pas forcément de questions. Peut-être que Michel et Gaëtane, comme nous avons eu le loisir hier de pouvoir échanger assez précisément sur tout cela, vous aviez des choses à dire ?

Madame MEDDENS.- En effet, la réunion technique sur le volet FSE hier s'est déroulée dans un esprit constructif et a permis des échanges intéressants sur la mise en œuvre du programme et les perspectives. Sur l'état d'avancement du FSE, c'est avec satisfaction que nous constatons des résultats encourageants qui attestent des efforts déployés pour atteindre les objectifs stratégiques de l'axe cinq du PO FEDER FSE, ce d'autant plus dans un contexte de démarrage de cette période de programmation marquée par une image du FSE peu favorable du fait des difficultés rencontrées lors de la période précédente.

À cet égard, une bonne stratégie de communication a été mise en œuvre, que la Commission encourage à poursuivre, avec une sélection de projets de qualité. Nous avons entendu des témoignages tout à l'heure qui répondent au défi de formation tout au long de la

vie et de parcours vers l'emploi. Il y a aussi un immense travail des équipes. L'autorité de gestion continue à assurer un bon accompagnement en amont et en aval du dépôt, met tout en œuvre pour contrer les difficultés rencontrées jusqu'à présent, à savoir la longueur des procédures de certification, le rattrapage des données dans le cadre de la collecte des indicateurs de résultats des réalisations, qui restent toujours complexes avec le développement de votre outil Saphir. La montée en puissance de l'équipe doit et permet de rattraper les demandes de paiement auprès des petites structures. Si certains objectifs spécifiques sont plus dynamiques que d'autres, les cibles de performance ont été atteintes sur l'axe cinq, sur l'ensemble de l'axe. Les perspectives de l'autorité de gestion pour atteindre la cible qui permet d'éviter le dégageant d'office 2019 sont encourageantes.

Les priorités fixées au niveau européen en termes d'emploi, d'éducation et d'inclusion sociale, ainsi que les instruments financiers existants sont tout à fait adaptés aux défis auxquels la Région est confrontée aujourd'hui. Le lien entre les interventions des fonds, les interventions sur le terrain et les thèmes travaillés à Bruxelles à savoir les compétences, les chômeurs longue durée, l'apprentissage, a bien été pris en compte. Le défi de la performance est collectif. Mobiliser les montants importants qui sont alloués dans une logique d'obtention de résultats et de performance renforcée requiert une organisation et une gestion performante. Dès lors, les autorités de gestion en général sont bien conscientes que les remontées accélérées des données tant financières que physiques sont importantes pour votre Région. Et cela a déjà été reflété dans le cadre du rapport de mise en œuvre que nous avons reçu fin juin et que la Commission considère comme recevable. Nous avons procédé à la lisibilité du rapport et maintenant nous avons encore l'examen qualitatif à faire dans les délais réglementaires.

Au-delà de l'aspect financier, la Commission encourage les Régions à mutualiser leurs expériences, à améliorer par une bonne communication la visibilité de l'action de la politique de cohésion sur les territoires et les habitants, à échanger sur les opportunités de financements européens pour les acteurs du territoire sur les moyens et l'organisation mis en place par les Régions et leurs partenaires pour y accéder. Je voulais aussi encore souligner les efforts de mise en œuvre de la stratégie de communication dans la Région.

Enfin, en conclusion, les services de la Commission se réjouissent de l'excellente collaboration avec l'autorité de gestion. Son travail permet d'arriver à des résultats très

satisfaisants et à surmonter les difficultés, en vue de parvenir à la réussite du programme à l’horizon 2023. Notre souhait est de continuer, de poursuivre cette collaboration pour la réflexion sur la prochaine période de programmation. Je vous remercie.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Gaëtane. Je laisse la parole à Michel, pour la Direction générale de la politique régionale et urbaine.

Monsieur WOLF.- Je voudrais remercier l’autorité de gestion pour ces informations délivrées très rapidement. Nous avons eu l’occasion d’avoir une réunion technique où nous avons pu examiner cela plus dans le détail. J’aurais aussi voulu vous montrer – mais vous le trouverez dans vos dossiers – où se situe la Région par rapport à la moyenne française, où se situe la France par rapport à la moyenne européenne. Ce sont des questions qu’on nous pose parfois. Ce sont des informations que nous utilisons grâce aux données que vous nous transmettez, soit dans les RAMO, soit des données financières d’avancement trois fois par an.

Nous pouvons aller relativement dans le détail par axe, par objectif thématique, par code d’intervention, pour faire ces mêmes comparaisons. Je dirais que globalement, en termes de sélection de projets, la France est légèrement sous la moyenne de l’Europe. Par contre, le programme de la Région Sud se situe à peu près dans la moyenne européenne, supérieure à la moyenne française en termes de sélection. En termes de dépenses déclarées par les bénéficiaires finaux, la France, et encore plus le programme de la Région, dépassent la moyenne européenne. Toutefois, cette moyenne est très faible. Nous sommes fort inquiets pour la progression des dépenses. Et ce n’est pas une bonne période, au moment où nous rediscutons des budgets, pour montrer que nous avons des difficultés de consommation pendant la période actuelle. Globalement, la Région se trouve au milieu du peloton à la fois français et européen en termes de progression.

Nous avons reçu le rapport annuel de mise en œuvre qui a été déclaré recevable. Cela veut dire qu’il est complet. Cela ne veut pas dire qu’il n’y aura pas de questions ni d’observations, mais celles-ci porteront sur des éléments mineurs. En tous les cas, ce rapport peut servir pour la procédure d’allocation de la réserve de performance qui vous a été décrite et qui porte sur un budget d’à peu près 17 M€ de FEDER sur le programme de la Région Sud. Pour l’ensemble de l’Union européenne, l’exercice d’allocation de la réserve représente un montant dépassant largement les 20 Md€. La volonté est de démontrer que ces programmes ne sont pas pilotés uniquement sur des critères financiers de consommation budgétaire, mais

qu'ils atteignent des résultats, qu'ils atteignent les cibles qui avaient été fixées au début de la programmation en termes d'attente, de paramètres physiques de réalisation. Et c'est un exercice qui permet de répondre à ce souci de résultats et de performance, de récompenser les priorités qui ont été performantes.

Pour celles qui ne l'ont pas été, il faudra se poser des questions : est-ce que ces priorités étaient judicieuses ? Est-ce que la stratégie était bonne ? Est-ce que les cibles que l'on s'est fixées en début de programmation n'étaient-elles pas trop ambitieuses ? Nous avons essayé d'avoir un exercice correctif de ces cibles, mais qui ne pouvait pas aller au-delà de corrections d'erreurs ou d'hypothèses erronées. Il est important de pouvoir démontrer, à cette époque où on discute budgets et règlements, que notre politique est efficace, qu'elle atteint des résultats et des réalisations concrètes. Nos fonds seront limités, donc nous devons les allouer à des priorités qui sont performantes. Nous avons eu l'occasion de faire aussi une visite de projet hier, qui nous a démontré toute la pertinence d'utilisation des instruments financiers pour soutenir des projets innovants.

Je voudrais terminer sur un sujet de satisfaction. Ce sont les taux d'erreurs de cet exercice financier, qui sont tombés largement sous la barre des 2 %. Ils représentent pour nous un niveau de régularité acceptable. C'est le résultat de l'efficacité du travail de l'autorité de gestion et aussi de la préoccupation qu'elle met en place d'assurer des opérations choisies qui sont légales et régulières. Cela apporte parfois des contraintes pour les porteurs de projet, mais nous sommes redevables vis-à-vis du contribuable européen d'une mise en œuvre efficace, régulière. C'est le cas ici dans la Région Sud pour cet aspect des choses. Il ne suffit pas d'être rapide, d'être parmi les meilleurs en termes d'engagement des fonds, mais il faut aussi être parmi les plus efficaces et les plus respectueux des règles de l'Union et des règles nationales. C'est le cas ici en PACA et tout le mérite en revient à l'autorité de gestion.

Je voudrais aussi remercier l'autorité de certification qui continue son travail jusqu'au bout de cette période, qui sera remplacée par une autre autorité dans la prochaine période. Cependant, elle continue à s'assurer que les appels de fonds qui nous sont présentés soient bien corrects.

Madame DE GIULI MORGHEN. - Merci beaucoup, Michel et Gaëtane. Nous avons vraiment un sujet de timing. Nous avons encore la subvention globale FEAMP à aborder et une partie importante de ce comité qui est le FEADER. De manière à ce que tout le monde

puisse quitter l'hémicycle dans des délais à peu près corrects, je demanderai à chacun de bien vouloir faire un effort pour être le plus efficace possible dans la prise de parole et encore avec une priorité donnée aux témoignages, qui, je pense vraiment, sont intéressants à écouter.

VI – État d'avancement de la subvention globale du FEAMP

Avancement de la programmation et point d'information sur la révision FEAMP (Annexe 6)

Madame DE GIULI MORGHEN.- Pour le FEAMP je vais donner la parole au service mer de la Région.

Monsieur ESCAFFRE.- Bonjour à tous. Au niveau de la programmation de l'enveloppe FEAMP, je vous rappelle que le FEAMP 2014-2020, c'est une enveloppe de 6,3 Md€. La France s'est vue affecter une enveloppe de 588 M€. C'est un fonds sur lequel l'autorité de gestion reste l'État via la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture. Et les Régions sont désignées OI pour avoir la mission de gérer une enveloppe de 180 M€. À ce titre, la Région Sud a ouvert 6 mesures régionalisables sur les 16 qui étaient possibles pour une enveloppe attribuée à la Région de 5,8 M€ hors assistance technique. Cela concerne la priorité une concernant la pêche pour un montant de 1,3 M€, la priorité deux sur les mesures de l'aquaculture pour à peu près 1,5 M€. Pour la priorité quatre pour le développement local, mise en place au niveau de la Région et des acteurs locaux, nous avons sélectionné deux GALPA. Vous aurez tout à l'heure l'intervention d'un GALPA. Sont attribués à cette priorité 2,4 M€. Et il y a une priorité cinq sur la mesure transformation pour à peu près 502 000 €.

Au niveau de la programmation, nous avons 26 dossiers qui ont été programmés pour un montant de 2,5 M€, ce qui nous donne un taux de programmation de l'ordre de 38 %. Ce n'est pas élevé, mais nous restons quand même à peu près dans la moyenne nationale. Nous observons des mesures qui marchent mieux que d'autres, comme la mesure 69 sur la transformation et la mesure 48 sur tout ce qui est aquaculture, conchyliculture. Ce constat peut aussi être fait au niveau des autres Régions sur ces mesures. Le développement local mené par les acteurs locaux qui a pris un certain retard au lancement monte en puissance avec près d'une dizaine de dossiers qui sont en cours de programmation par rapport aux 14 qui ont déjà été programmés. Nous devrions atteindre un taux de programmation et de surcoût de paiement plus important d'ici la fin de l'année. Pour la mesure 43, port de pêche, pour l'instant, il n'y a pas eu de programmation, mais nous avons un dossier qui est en cours et qui

devrait consommer la totalité de l'enveloppe. Il y a aussi deux autres projets qui viennent d'émerger, notamment celui de Marseille Saumaty et un projet sur Toulon qui risquerait aussi de permettre de consommer l'enveloppe. Et surtout, cela va nécessiter une demande de crédits supplémentaires.

Au niveau de la consommation nationale, début juin, nous étions sur un taux de programmation de 37 %. C'est à peu près comme pour la Région. Et il y avait 218 M€ engagés pour 1 782 dossiers. Les Régions contribuent pour 79 % au nombre de dossiers traités et 45,8 % au montant des engagements. Nous observons aussi au niveau national une réelle dynamique, des propositions de programmation et des paiements. C'est d'ailleurs un point rassurant. Au niveau des montants des paiements à atteindre au 31 décembre 2019 et pour éviter le dégagement d'office 2019, sur la totalité de la maquette FEAMP, nous devrions engager 156 M€, alors que nous sommes à peu près à 166 M€ en prévision. Nous devrions donc éviter une fois de plus le dégagement d'office.

En ce qui concerne l'évaluation du PO et le cadre de performance, le 10 avril, l'autorité de gestion a transmis le rapport de mise en œuvre FEAMP qui soutient l'examen du cadre de performance par la Commission européenne et conditionne l'attribution ou non de la réserve de performance. Nous observons que le dégagement d'office a été évité grâce à un montant de paiement certifié de 101 M€ sur les 95 qui étaient attendus. Concernant la réserve de performance, à la lumière des résultats de l'année, la France a atteint les cibles sur trois priorités : la priorité deux, qui concerne l'aquaculture, la priorité trois, qui est plutôt nationale avec la collecte des données et la priorité cinq sur tout ce qui est transformation des produits. Les priorités une sur la pêche et le cap sur le développement local et la six sur la PMI n'ont pas été atteintes. Il a donc été convenu de réallouer les montants de la réserve de performance des priorités qui n'ont pas atteint leur cible sur les trois priorités, soit plus de 11 M€. Pour la Région Sud, cela s'est traduit par une réaffectation de la réserve de performance de la priorité quatre du développement local, avec un transfert de 145 000 € vers la priorité cinq.

La Commission européenne a déclaré le RAMO 2018 admissible le 7 juin 2019. Entre-temps, les résultats de l'évaluation à mi-parcours ont fait l'objet d'une présentation lors du comité national de suivi du 21 mai dernier pour consultation avant sa transmission à la Commission européenne, avec la proposition d'un PO révisé et de nouvelles maquettes

financières. Et à ce jour, nous sommes toujours dans l'attente du retour de la Commission européenne sur ces nouvelles propositions.

Au niveau de la Région Sud, il y a nécessité de faire une révision de la maquette dans le cadre de la réalisation de la stratégie nationale du PO. La DPMA a demandé aux Régions de faire remonter les propositions pour ces nouvelles maquettes financières en essayant de coller au plus près aux besoins, c'est-à-dire avec les dossiers en stock, avec une possibilité d'augmentation uniquement pour certaines mesures. C'étaient les mesures que nous avions déjà identifiées précédemment, à savoir les mesures 48, 69 et exceptionnellement la 43. Pour la Région Sud, nous avons demandé des compléments de crédits de FEAMP sur la mesure 43.1 pour 1,3 M€, 100 000 € sur la mesure 48 000 et 475 000 € sur la mesure 69. À ce jour, cette proposition est toujours soumise à la validation de la révision de la stratégie du PO national par la Commission européenne. Elle pourra être sujette à modification.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Laurent.

Témoignage de Mme Aurélie ARADAN, Animatrice du Groupe d'actions locales pêche aquaculture « des Îles aux Calanques » porté par le Comité des pêches maritimes (Annexe 6.1)

Madame DE GIULI MORGHEN.- Nous avons un témoignage, un GALPA. Aurélie ARADAN, animatrice du groupe d'actions locales pêche aquaculture « des Îles aux Calanques » doit faire un témoignage.

Madame ARADAN.- Bonjour. Je tiens à vous remercier pour cette invitation. Nous avons un petit problème technique. Quand on fait du fonds européen, cela ne bloque jamais rien. Nous allons continuer. Aujourd'hui, je viens vous présenter le travail qui a été mené sur la mesure développement local du FEAMP. Je suis animatrice au sein du Comité régional des pêches qui porte cette mesure-là sur le groupe d'actions locales pour la pêche et l'aquaculture des Îles aux Calanques.

Notre territoire d'intervention vise à peu près plus de 500 entreprises de pêche professionnelles. Nous avons 34 points de vente directe, une vingtaine d'entreprises d'aquaculture, un territoire qui s'étend de Marseille à Cogolin. C'est ce territoire d'intervention. Le Groupe d'actions locales regroupe à la fois des pêcheurs professionnels, des éleveurs marins, les deux Parcs nationaux du territoire, une coopérative aquacole, une

association pour l'emploi maritime, un pôle de compétitivité sur la mer, les collectivités territoriales dans un même groupe d'acteurs pour sélectionner des projets qui vont viser à un développement harmonieux des filières pêche et aquacole sur le territoire. Nous avons vraiment cette volonté d'utiliser le fonds européen pour créer et recréer des liens autour des projets sélectionnés. Nous passons sur la cartographie, que vous pourrez voir sur notre site Internet, si vous êtes curieux.

Il faut savoir qu'en termes de stratégie, la réflexion menée par les acteurs a établi huit actions à mener. La première est de favoriser la vente directe et les circuits courts. La deuxième est d'augmenter la valeur ajoutée des produits. La troisième est de contribuer à la diversification des revenus. La quatrième est de faciliter l'accès et le renouvellement aux filières. Une cinquième est l'amélioration du lien environnement/activité pêche professionnelle et élevage marin. Une sixième est de renforcer la concertation des activités. Nous avons également une mesure qui est liée à la coopération. C'est une mesure obligatoire au sein des Groupes d'actions locales. Vous devez toujours avoir un petit budget prévu pour la coopération entre groupes, pour créer de la synergie entre les projets et les territoires.

Il faut savoir qu'en termes d'allocation des budgets, une priorité affichée de la stratégie est de pouvoir influencer positivement la qualité des circuits courts des produits vendus. Il s'agit d'augmenter la valeur ajoutée de ce qui est actuellement débarqué. En effet, l'idée n'est pas d'augmenter la quantité de production, mais de valoriser ce qui est déjà débarqué. Vous pourrez voir sur la présentation plus tard que l'enveloppe dédiée à la vente directe est la plus importante.

Sur le bilan actuel en 2019, nous avons 18 projets sélectionnés. Nous avons 72 % du budget programmé. Nous avons une programmation qui a commencé un peu en retard. Sur un travail de deux ans, nous avons plutôt bien fonctionné. D'ici la fin 2020, nous avons un objectif de réussir à dépenser l'ensemble de l'enveloppe allouée. Nous avons des actions et une stratégie qui ont été bien menées, puisqu'aujourd'hui, nous avons nos axes les plus importants qui sont consommés à hauteur de 90 % et 96 %. C'est la consommation des enveloppes. Vous avez une illustration de la consommation par enveloppe, par action. En 2019, nous avons bien entamé l'enveloppe. Nous espérons finaliser tout cela d'ici la fin de programmation. Je vais passer sur les détails de consommation enveloppe par enveloppe.

Sachez que les choix stratégiques des acteurs ont été judicieux, puisque nombre de projets sont proposés sur les enveloppes les plus importantes.

Nous allons finir par une petite analyse rapide. En tant qu'animateur, structure animatrice, les avantages que nous avons eus, c'est que puisque nous avons un Comité régional des pêches, nous n'avons pas particulièrement vocation à aller sur ce genre de projets. Cependant, au final, nous avons de vraies opportunités pour les porteurs de projet, puisqu'en lien avec nos travaux actuels, nous pouvons communiquer sur ces mesures financières directement auprès des chefs d'entreprise de pêche et d'élevage marin. Nous avons la chance d'avoir des partenaires qui sont fortement impliqués, aussi bien les collectivités que les Parcs nationaux. En effet, nous avons toujours atteint le quorum pour sélectionner les projets. Actuellement, nous avons une bonne consommation de l'enveloppe. Et pour l'instant, 100 % des projets sélectionnés définitivement par le comité de sélection ont été programmés par la Région.

Je pense que vous connaissez également les faiblesses. C'est un démarrage retardé qui fait que nous avons eu un conventionnement en mai 2017 avec la Région. Nous avons tout le travail de gouvernance privé/public à élaborer. Parfois, nous avons besoin de discuter un peu plus longtemps pour sélectionner les projets. Nous avons un délai d'instruction et de paiement qui oblige à alerter nos porteurs de projet sur ces délais, et ces délais de paiement aussi. Quand vous avez affaire à des chefs d'entreprise, vous avez une obligation professionnelle d'avertir les porteurs de projet sur ces délais. C'est une réalité aujourd'hui, mais cela ne doit pas les pénaliser dans l'opportunité de toucher à des financements européens.

En termes d'opportunités, nous considérons que cette enveloppe dédiée spécifiquement permet de réaliser des projets qui, sinon, ne se seraient jamais réalisés. Typiquement, nous avons mis en place une formation vers les pêcheurs professionnels pour améliorer la vente directe, vu que c'est le mode de vente le plus répandu sur le territoire. Cette formation n'aurait pas pu être proposée ni aménagée si le fonds européen n'avait pas été disponible pour mettre en place ceci sur le territoire. Nous arrivons à avoir une équipe en soutien. En tant que Comité régional des pêches, nous avons fait un choix ambitieux d'avoir deux postes dédiés à ce fonds-là pour permettre d'être un réel soutien à la fois technique et humain, pour pouvoir dédier du temps aux porteurs de projet pour qu'ils puissent formuler et que nous puissions les aider à réaliser les projets et les demandes de financement. Et cela

permet aussi d'accéder à une capacité de diversification de l'activité pour les chefs d'entreprise.

En termes de menaces, nous pouvons dire qu'aujourd'hui, les critères d'éligibilité sont assez stricts et rigides par rapport au potentiel du territoire que nous avons. Il y a un manque de visibilité pour nos porteurs de projet en termes de délais et de potentiel de réalisation sur les projets. Et il y a des difficultés de monter un projet de coopération clair et constructif. Nous discutons avec énormément de groupes d'acteurs, mais nous n'avons pas encore programmé un projet. Ce sera pour 2020.

Sur l'illustration, je pense que vous connaissez tous le délai d'instruction. Et je vous remercie pour votre attention.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup et bravo pour cette présentation effectivement très efficace et qui montre que même si nous avons une petite enveloppe de FEAMP, comparé à d'autres Régions, néanmoins, nous mettons tout en œuvre dans les règles. Et nous avons ce souci de proximité avec les deux GALPA dans notre Région sur la zone littorale, qui font un grand travail d'animation et de proximité de l'Europe sur les territoires.

Je laisse parole à la Directrice adjointe du territoire...

Madame RAIMONDINO.- Je voulais préciser pour les membres de la Commission européenne qui sont avec nous aujourd'hui que nous avons en effet une toute petite enveloppe sur ce fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. En revanche, il y a un effet de levier très important pour les acteurs maritimes en Région. D'ailleurs, la Région en a bien conscience, puisqu'elle a adopté un plan mer et littoral à la session plénière du mois de juin. Nous espérons donc que la prochaine programmation du FEAMPA – puisque cela devient un fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture – pourra nous aider encore à continuer en ce sens pour accompagner nos professionnels. Merci à vous pour ce soutien.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup, Valérie.

VI – FEADER (Annexe 7)

Présentation de l'atteinte du cadre de performance

Madame DE GIULI MORGHEN.- Il est 13 heures. Finalement, nous avons un petit peu de retard, mais nous avons quand même le temps d'aborder le FEADER. Hier après-midi, nous avons eu une réunion technique assez dense. Je vais donner la parole aux équipes. Et ensuite, Elvira, vous pourrez conclure. Et nous aurons là aussi un témoignage d'un Groupe d'actions locales Provence verte, qui viendra clôturer cette session.

Audrey PONS et Johann CHASSAING, je vous donne la parole.

Madame PONS.- Merci, bonjour à tous. Pour illustrer l'évolution de la programmation 2014-2020, nous avons choisi de vous présenter les chiffres des trois dernières années. Nous constatons que le taux de programmation, s'il a doublé entre juin 2017 et juin 2018, continue de bien progresser pour atteindre 75,4 % et nous placer deuxième Région de France. Ce sont 407 M€ au total qui ont été programmés et certaines mesures affichent déjà plus de 90 % de maquette programmée. Les paiements, quant à eux, ont connu une augmentation particulièrement parlante si on retranche les paiements des mesures ICHN. Entre juin 2017 et juin 2018, les paiements ont augmenté de 23 M€ et entre juin 2018 et cette année, de 40 M€. Cela nous positionne à la troisième place des Régions de France, avec 54,7 % de paiement. Cette évolution a été permise par l'ouverture de la quasi-totalité des outils qui permettent de payer et la très forte mobilisation des services instructeurs et de tout le partenariat pour résorber le stock des paiements tout en assurant une bonne dynamique de programmation.

Monsieur CHASSAING.- Il y a effectivement une très forte programmation. Et la conséquence positive, c'est que nous avons atteint le cadre de performance pour l'ensemble des priorités, sauf une, la priorité six. Il y aura une réallocation de 2,7 M€ de la réserve de performance à prévoir en 2019. L'autre conséquence, c'est que nous devons aussi gérer la pénurie de fonds sur une partie des mesures. Pour cela, nous avons déjà réalisé une révision du programme en fin 2018 pour pouvoir ouvrir les appels à projet en 2019. Et nous avons aussi prévu à ce moment-là de refaire cet exercice fin 2019 pour la dernière année de programmation. C'est ce que nous ferons en fin d'année, à la fois pour réviser, faire la réallocation de cette réserve de performance et pour prévoir les transferts entre mesures qui

nous permettront de prioriser et d'ouvrir les appels 2020. Et nous ferons les deux en même temps, comme Mme BAKKER le préconise également, en fin d'année.

Pour cela, il nous manque essentiellement une vision claire des sous-réalisations. Nous travaillons avec l'ASP pour avoir un requêtage assez précis des sous-réalisations. Il y a les priorités entre mesures que nous discuterons avec les partenariats en fin d'année. Et donc cette petite réserve de performance permettra aussi de réabonder les priorités qui ont été les plus dynamiques. Nous voyons d'ores et déjà que c'est plutôt vers la priorité deux que cette réallocation pourrait se faire, mais nous nous concerterons sur le sujet en fin d'année. C'est pour les prochaines révisions.

Information sur la révision de l'Indemnité compensatoire des handicaps naturels (mesure 13)

Monsieur CHASSAING.- Nous voulions aussi revenir sur la révision que nous avons faite en début d'année, qui est une révision du cadre national sur l'ICHN. Il y avait une refonte du zonage ICHN en cours de travail depuis quelques années. Elle s'est traduite par la transformation de ce qu'étaient les zones défavorisées en zones à contraintes naturelles. Dans la Région, cela n'a pas de conséquence sur toutes les zones de montagne, ni ailleurs sur le territoire. La conséquence, c'est que nous avons des nouvelles communes qui sont éligibles aux aides sur les contraintes naturelles, essentiellement sur le département des Bouches-du-Rhône et sur une petite frange du littoral. Et quelques communes sortent du zonage. Pour cela, la DRAAF est en train de travailler avec l'autorité de gestion sur des mesures compensatoires qui permettront d'aider les agriculteurs concernés sur ce petit nombre de communes. C'est assez marginal sur notre territoire. Nous avons fait assez simple et rapide.

Focus sur la démarche LEADER

Madame PONS.- Je vais faire un petit point sur LEADER avant d'écouter un GAL. Pour rappel, LEADER, en Région Sud, c'est 28,6 M€ de maquette, quatre mesures dont deux qui sont gérées par les GAL. Les GAL sont 13 et ils sont organismes intermédiaires. C'est une spécificité propre à notre Région. Concrètement, cela signifie que les GAL sont en responsabilité accrue. Ils gèrent leurs enveloppes, leur stratégie et l'instruction complète des dossiers. C'est un choix qu'a fait la Région Sud qui s'avère satisfaisant, puisque la Région connaît le meilleur taux de programmation sur la mesure relative à la mise en œuvre de la stratégie de développement local des GAL, avec un taux moyen de 34 %, alors que ce taux

n'était que de 6,5 % en janvier 2018. Et près d'un quart des dossiers ont déjà été payés. Nous les remercions donc pour le travail accompli ces derniers temps.

Pour la mesure coopération, le démarrage a été plus tardif, mais les appels sont en cours. Les outils d'instruction sont finalisés. Un accompagnement particulier est apporté par le réseau rural régional. Enfin, pour les mesures 19.1 et 19.4, soutien préparatoire et assistance technique, 1,3 M€ a été payé en rattrapage des dossiers.

Témoignage de Mme Canelle CARLES du Groupe d'actions locales Provence verte : « Gérer LEADER sur un territoire : projets, stratégie, missions » (Annexe 7.1)

Madame DE GIULI MORGHEN.- Je vais laisser parler le GAL, ce sera beaucoup plus intéressant. C'est Mme CARLES qui représente le Groupe d'actions locales Provence verte Sainte Baume.

Madame LASSEE.- Là, c'est Emmanuelle LASSEE, je suis Co-directrice du syndicat mixte. C'est une illustration de la gestion du dispositif LEADER sur le Groupe d'actions locales Provence verte Sainte-Baume, co-porté par le syndicat mixte Provence verte Verdon et par le Parc naturel régional de la Sainte-Baume sur un territoire du Var qui comprend 55 communes, 147 000 habitants. C'est un territoire stratégique, puisque nous sommes situés aux portes des grosses métropoles et agglomérations régionales. Nous avons donc de fortes pressions sur notre territoire et le dispositif LEADER nous permet effectivement d'asseoir notre stratégie sur tout ce qui est transition durable. Nous avons une enveloppe de LEADER de plus de 2 M€ pour notre territoire, assortie de 1,3 M€ de co-financements publics nationaux, ce qui est non négligeable pour un territoire périurbain comme le nôtre.

La spécificité de LEADER, c'est un système de gouvernance qui s'appuie sur un comité de programmation de 25 personnes, avec une majorité d'acteurs privés, qui ont été mobilisés au sein des conseils de développement des structures porteuses, et également des acteurs ressources privés qui viennent illustrer notre stratégie sur l'agriculture, le tourisme, etc. Nous avons une équipe d'un peu plus de deux équivalents temps plein. Le choix sur notre territoire a été de prendre une équipe mixte d'une animatrice gestionnaire et d'une gestionnaire animatrice. Chacun a un peu sa spécificité, mais malgré tout, chaque chargé de mission est en capacité de gérer l'ensemble du circuit de gestion du projet pour une plus grande souplesse au sein de notre structure.

Madame CARLES.- La stratégie locale de développement Provence verte Sainte-Baume s'articule en quatre axes. Le premier vise à accompagner les filières et micro-filières de territoire, avec un dispositif qui permet d'accompagner les actions à dimension collective d'ingénierie et d'animation des filières et un autre qui permet de soutenir les projets qui portent sur les investissements dans ces filières. Le second axe de la stratégie consiste à favoriser le bien-vivre ensemble, avec une fiche action qui vise à accompagner les projets qui ont pour objet de connaître et faire connaître les patrimoines naturel et culturel du territoire. Il peut s'agir de patrimoine matériel ou immatériel. Et une autre fiche action vise à soutenir des projets qui renforcent le lien social entre les habitants du territoire. La troisième fiche action est dédiée au soutien des innovations durables et exemplaires. Et enfin, comme Audrey le disait tout à l'heure, nous avons ouvert en début d'année le dispositif de coopération interterritoriale et transnationale, avec la possibilité de financer à la fois des actions d'émergence, qu'on appelle le « soutien préparatoire », et des actions de coopération à proprement parler.

Pour illustrer un peu la stratégie locale de développement et les projets qu'elle peut soutenir, nous vous présentons ici quelques exemples de projets qui ont été soutenus dans le cadre du GAL Provence verte Sainte-Baume. Sur la structuration de filière, un projet a été porté par le lycée agricole et l'Association pour le développement de l'emploi agricole rural. C'est un projet de création et d'animation d'un espace agricole à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Il y a un autre projet sur la thématique touristique. C'est l'office de tourisme intercommunal Provence verte et Verdon qui a financé dans le LEADER une étude préalable et une saison test sur un dispositif d'accueil touristique en mobilité.

À propos de l'investissement dans les filières, nous avons là aussi une diversité de secteurs qui sont soutenus. En effet, il y a par exemple un apiculteur dans le village de Correns qui a financé dans le LEADER les diversifications de son activité apicole, avec notamment la transformation de produits et l'accueil du public. Et il y a un projet d'acquisition d'équipements ULM pendulaires et paramoteurs par une entreprise du territoire, Var ULM. Ce qu'il est intéressant de constater, c'est à la fois la diversité des types de porteurs de projet qui sont soutenus, qui peuvent être publics et privés, et la diversité des filières qui sont concernées.

Concernant la fiche action sur les patrimoines naturel et culturel, le collège de Garéoult a porté un projet de jardins pédagogiques par et avec les élèves du collège, les jardins de l'Issole. Le syndicat mixte Provence verte Verdon a, lui, travaillé sur la mémoire des mines de bauxite, avec un projet de réalisation d'une vidéo.

En ce qui concerne la fiche action sur le lien social, il y a par exemple un projet porté par la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume qui a organisé des ateliers gratuits et participatifs par une association culturelle du territoire dans le centre-ville de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Et sur une thématique plus sanitaire et sociale, l'Association Provence verte solidarités a financé dans le LEADER l'itinérance d'un dispositif qui s'appelle « Promo soins ».

Enfin, sur la fiche action dédiée aux innovations durables, il y a une association Coiffeurs justes qui a réalisé une étude sur le potentiel de valorisation du déchet cheveux. Et sur une autre thématique plus élargie, l'entreprise Collaborative energy SAS a quant à elle mené un projet de micro-régie territoriale de production d'énergie électrique propre sur la commune de Cotignac.

Madame LASSEE.- On nous a demandé d'illustrer ce qu'était un organisme intermédiaire. Nous vous avons donc fait un très beau schéma et circuit de gestion qui fait un peu peur, mais que nous avons malgré tout simplifié et résumé. Il montre la complexité de ce circuit de gestion, qui fait qu'il y a des contraintes assez fortes pour les équipes techniques et pour les porteurs de projet, avec des délais entre le dépôt d'un préprojet et un conventionnement qui est encore aujourd'hui d'une année. On peut considérer que c'est parfois un peu long pour un montant de FEADER qui ne peut être par exemple que de 10 000 €.

Et cela montre également toute la responsabilité que nos équipes techniques et que les GAL ont sur ce circuit de gestion. Pour nous, c'est une chance d'être organisme intermédiaire, puisque nous faisons dès le départ de l'accompagnement, accompagnement du porteur, du montage de dossier. Nous avons toute la partie gestion, instruction et même le paiement jusqu'au certificat de service fait. Cependant, effectivement, il y a une grosse responsabilité pour nos équipes techniques, qui sont souvent des équipes jeunes, à qui on demande des compétences pluridisciplinaires, que ce soit sur la commande, sur la comptabilité publique et privée, sur les régimes d'aide... Et c'est avec des contrôles qui

arrivent, donc une pression assez forte pour nos équipes qui sont, de plus, au contact direct des porteurs de projet. Il est vrai qu'étant donné que nous faisons de l'accompagnement, nous sommes un peu dans une phase de confiance et de proximité qui est un élément favorable. En effet, nous sommes très réactifs et vraiment au contact des porteurs de projet. Au moment où nous passons à la phase instruction, nous sommes toujours en face-à-face avec le porteur de projet, mais avec des pressions supplémentaires qui s'exercent pour notre équipe technique.

Sur les facteurs de réussite, je pense que sur notre territoire, nous sommes vraiment dans une démarche très dynamique, avec une très bonne remontée de projets. Nous n'avons quasiment plus besoin de faire de l'animation territoriale, puisque nous avons beaucoup de porteurs de projet qui déposent sur notre territoire. Malgré tout, nous voyons bien que pour nos équipes, pour sécuriser l'ensemble du dispositif, tout le lien qui a été mis en place avec l'autorité de gestion et l'ASP en termes d'accompagnement technique, avec ces liens assez souples et réactifs, avec l'ensemble des fiches procédures qui ont été mises en place, c'est vraiment un élément très important de la sécurisation du circuit de gestion. Nous savons que nos équipes ont dû s'adapter durant tout le début de la programmation, avec des outils qui n'ont cessé d'évoluer. Maintenant que c'est un peu plus stabilisé, ce lien est vraiment important à poursuivre avec l'autorité de gestion et l'ASP.

Toutes les formations qui ont pu être mises en place au niveau régional sont un gage d'acquisition de compétences et de technicité pour les équipes techniques. Le réseau des GAL est aussi très important. Nous voyons qu'il y a beaucoup d'échanges informels, d'échanges d'expériences, de bonnes pratiques entre les GAL. Et pour nous qui sommes un nouveau GAL, en termes de sécurité et de confiance de nos agents, c'est vraiment un élément qui est primordial sur notre territoire. Localement, nous pouvons mettre en place différents systèmes pour également sécuriser le dispositif.

Nous demandons des rencontres préalables physiques avec tous les porteurs de projet avant le dépôt du préprojet. Il y a des auditions au niveau du comité de programmation pour que le comité de programmation soit également au contact direct avec les porteurs de projet. Nous avons des avis techniques qui sont demandés aux chargés de mission des structures. Nous sollicitons des avis techniques aux services de la Région. Et là encore, le lien avec le référent régional est important à poursuivre, parce que pour nous, au niveau du comité de

programmation, cela donne vraiment une idée sur la pertinence des projets pour notre co-programmation.

Madame DE GIULI MORGHEN.- Merci beaucoup. Je crois que c'était effectivement important que nous ayons un témoignage de ce que représente cette expérimentation sur 2014-2020 d'avoir délégué complètement la gestion d'enveloppes de crédits FEADER aux GAL. Et ils s'en sortent très bien. C'est vrai que c'est un coût. Il y a une lourdeur administrative. Cependant, quand on voit les projets qu'ils font financer, cela vaut probablement la peine d'être vécu.

Intervention de Mme Elvira BAKKER, Commission européenne, Direction générale de l'agriculture

Madame DE GIULI MORGHEN.- Je vous laisse la parole, Elvira BAKKER, pour conclure et donner votre avis, votre sentiment sur cette année de programmation FEADER telle qu'elle vous a été présentée hier et un peu les perspectives de l'année prochaine.

Madame BAKKER.- Je pense que je vais continuer à réitérer le fait que nous sommes très contents. En effet, après le début qui a été très difficile avec le « monstre »... Je pense que votre collègue l'a appelé ainsi hier : le « monstre », qui s'appelle Osiris. C'est tout ce système d'outillage pour le FEADER qui a été vraiment compliqué à mettre en œuvre. Nous sommes contents de voir qu'enfin, nous avons tous les outils et que maintenant, le rattrapage est possible.

Nous l'avons vu hier, c'est un rattrapage accéléré. Nous remercions vos services et les agents qui sont impliqués dans les services instructeurs. Je pense aussi qu'il faut maintenant regarder de très près tous les aspects de la mise en œuvre du FEADER. En effet, d'un côté on voit des mesures qui marchent vraiment très bien, qui n'ont plus les crédits pour l'année suivante, et de l'autre côté, on voit des mesures qui sont encore un peu en rattrapage. Je pense plutôt à LEADER. Je suis contente avec ce témoignage, parce qu'on voit que les choses avancent bien.

En plus, je pense que sur LEADER, vous êtes d'ailleurs les seuls à avoir pris ce chemin de faire des GAL des organismes intermédiaires. Et c'est clair que comme cela, les GAL de la Région sont prêts pour la période future. En effet, vous avez les compétences techniques, vous avez les compétences d'accompagnement qui sont nécessaires pour assurer

un démarrage très rapide pour la période future. Et je vous félicite pour ce choix. Vous savez très bien que l'année passée, j'avais des doutes. Cependant, un an plus tard, je suis très contente de voir que c'est un exercice abouti.

Je pense aussi que pour la coopération, nous avons vu hier qu'il y a un rattrapage à faire, mais maintenant, le niveau de paiement est quelque part à moins de 1 %. La moyenne européenne est à 11 %, pour vous situer. C'est important de mettre là un peu d'efforts de rattrapage, parce que l'innovation, c'est aussi au cœur des préoccupations pour le futur dans le domaine agricole.

Je dois aussi dire un mot sur le carnet de performance, avec nos félicitations, parce que quatre des cinq priorités sont atteintes. Il est vrai que nous regrettons le fait que pour la priorité six, qui est la priorité LEADER service de base pour le développement rural, on a pour un indicateur une légère non-atteinte. Cependant, de l'autre côté, c'est vrai que c'est quelque chose d'un peu mécanique. En effet, nous avons augmenté l'enveloppe financière avec le transfert du premier pilier, parce que LEADER doit obligatoirement avoir 5 % de plus une fois que l'enveloppe augmente. Et maintenant, on voit qu'on perd 2,7 M€. Je pense qu'à la fin, on arrivera à compenser dans cet exercice d'augmentations et de diminutions.

Je pense que je vais juste apporter une nuance pour la modification à venir. Ce n'est pas vraiment en fin d'année, parce que nous sommes coincés par ce délai réglementaire de trois mois après la date de la décision. De ce fait, cela nous mène autour du 15 novembre où nous devons avoir le dépôt officiel de la modification. Cela signifie que nous devons négocier avant. Je pense que vous devez faire un travail pour accorder les deux calendriers, ceux du Ministère avec les Régions pour la réflexion d'ensemble et le calendrier spécifique pour la réallocation de la réserve. Je crois que ce n'est pas vraiment en fin d'année.

Pour clôturer, je ne peux que vous remercier, toutes et tous, d'un côté pour la patience, de l'autre côté surtout pour les efforts qui ont été faits pendant toute cette année. Et j'ai compris que nous nous donnons rendez-vous en décembre pour parler du futur.

VII – Clôture

Madame DE GIULI MORGHEN.- Pour conclure je vais inviter en tribune Mme Caroline POZMENTIER, qui est notre Vice-présidente à l'international, qui va représenter le Président et vous dire quelques mots.

Madame POZMENTIER.- Bonjour. Le Président Renaud MUSELIER, qui a introduit votre comité, m'a demandé de passer vous saluer de nouveau, non pas simplement dans le cadre d'une clôture, mais pour vous adresser – et je crois qu'il n'est jamais utile d'insister – des remerciements et vous assurer de tout le soutien. C'est non seulement aux porteurs de projet, mais merci aussi à la Commission et merci également à l'État. En effet, depuis que la préparation de la prochaine programmation a été annoncée par le Premier ministre le 28 juin, je crois que chacun s'accorde à dire que nous y voyons un peu plus clair, que l'horizon s'éclaircit. Et je remercie véritablement l'État, ici, en Région, qui assure vraiment, comme cela l'a déjà été évoqué, je pense... Et qui sait combien nous avons la volonté, nous, en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec Renaud MUSELIER, d'avancer conjointement.

Vous l'avez entendu et vous l'avez bien compris, la Région s'est mise en ordre de marche il y a déjà maintenant un certain nombre d'années, à la fois par une organisation et également en soutenant des projets concrets. Je crois que l'ambition de notre Président et de sa majorité, qui dans cet hémicycle vote de nombreux projets et de nombreuses délibérations qui soutiennent ces projets européens et qui donnent sens à la gestion des fonds européens, est de rendre plus visible et lisible la captation des fonds européens au soutien du développement de nos politiques publiques. Capter des fonds européens au service d'un territoire régional nous oblige véritablement à prendre en main, et c'est ce que nous avons fait, ce rôle de coordonnateur, d'animateur, d'informateur, de grand communicant, je dirais même, au profit des actions et des projets du territoire. Il n'est pas question, j'ai entendu, de faire une course aux financements, d'aller au hasard. Il s'agit bien de nous challenger nous-mêmes, de démontrer à nos concitoyens que le rôle majeur de l'Europe est là, est au rendez-vous aujourd'hui et le sera demain.

En ma qualité de Vice-présidente en charge des relations internationales, j'étais il y a quelques minutes, dans le cadre d'un comité régional de l'export, avec l'ensemble de notre écosystème, qu'il soit économique, mais il y avait également les représentants de la Chambre agricole des métiers, il y avait les pôles de compétitivité. Et chacun a exprimé ce besoin d'Europe dans la construction de leur développement, alors certes de façon peut-être individuelle, mais aussi au service d'un territoire, d'une croissance, de l'emploi et bien entendu pour un avenir avec des valeurs que nous partageons tous. Quand ils évoquent l'Europe, c'est vraiment, comme nous nous y sommes inscrits, pour soutenir des projets

communs. Nous pensons fortement qu'il s'agit d'un véritable enjeu de cohésion et d'égalité de nos territoires.

Ce travail de terrain qui a été en filigrane dans tous les projets qui vous ont été présentés est bien un travail de terrain que nous portons, nous, les élus de la Région, au plus près du territoire, notre écosystème, qu'il soit culturel, économique et social, scientifique. Et il nous donne en Région cette capacité de construire des politiques partenariales que nous voulons voir grandir au niveau européen et grâce à l'Europe. Pour aller plus loin dans le cadre de cette coopération européenne de notre Région, je peux aussi rappeler à l'instant des programmes comme ALCOTRA, Interreg Europe, Interreg MED, ou encore Marittimo, ou IEV MED. Je crois qu'ils sont tous, ici en Région, dans tout ce qui a été évoqué, la démonstration que si cette programmation se veut être dynamique en Région, nous avons bien relevé le défi. Et ce défi est de notre responsabilité collective.

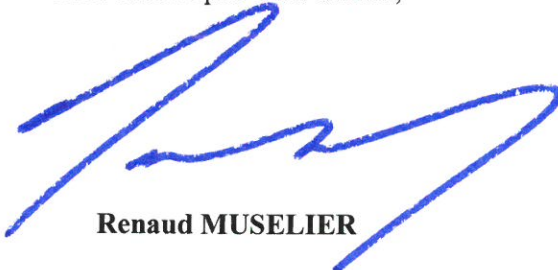
Encore une fois, je sais que vous avez beaucoup œuvré et travaillé hier à l'occasion de vos rencontres. Lorsque je suis arrivée, il m'a été dit : attendez, Madame POZMENTIER, un peu de temps. Ceci est très technique. Cependant, la technicité est au service du développement de nos territoires, une main tendue pour nos concitoyens vers l'Europe. Et continuons à nous faire confiance. Merci encore, au nom du Président et de sa majorité.

Nous avons conclu et cette session est donc achevée, en espérant pouvoir contribuer à la mission qui m'a été confiée encore plus fortement au grand projet européen sur ce territoire. Merci.

La séance est levée à 13 heures 26.

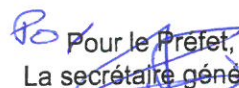
Fait à Marseille le

Le Président de la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur,



Renaud MUSELIER

Pour le Préfet de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur,



Pour le Préfet,
La secrétaire générale
pour les affaires régionales

Isabelle PANTÈBRE